

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
de SAINT-DENIS (RÉUNION)

Dépôt du : 09 FEV. 2004

N°

R.C.:

CENT MILLE CHAUSSURES

Société Anonyme au capital de 98 456 €

Siège Social : 72, rue André Lardy, ZA La Mare, 97438 SAINTE-MARIE

RCS SAINT-DENIS, SIRET Siège social 310 850 045 00124

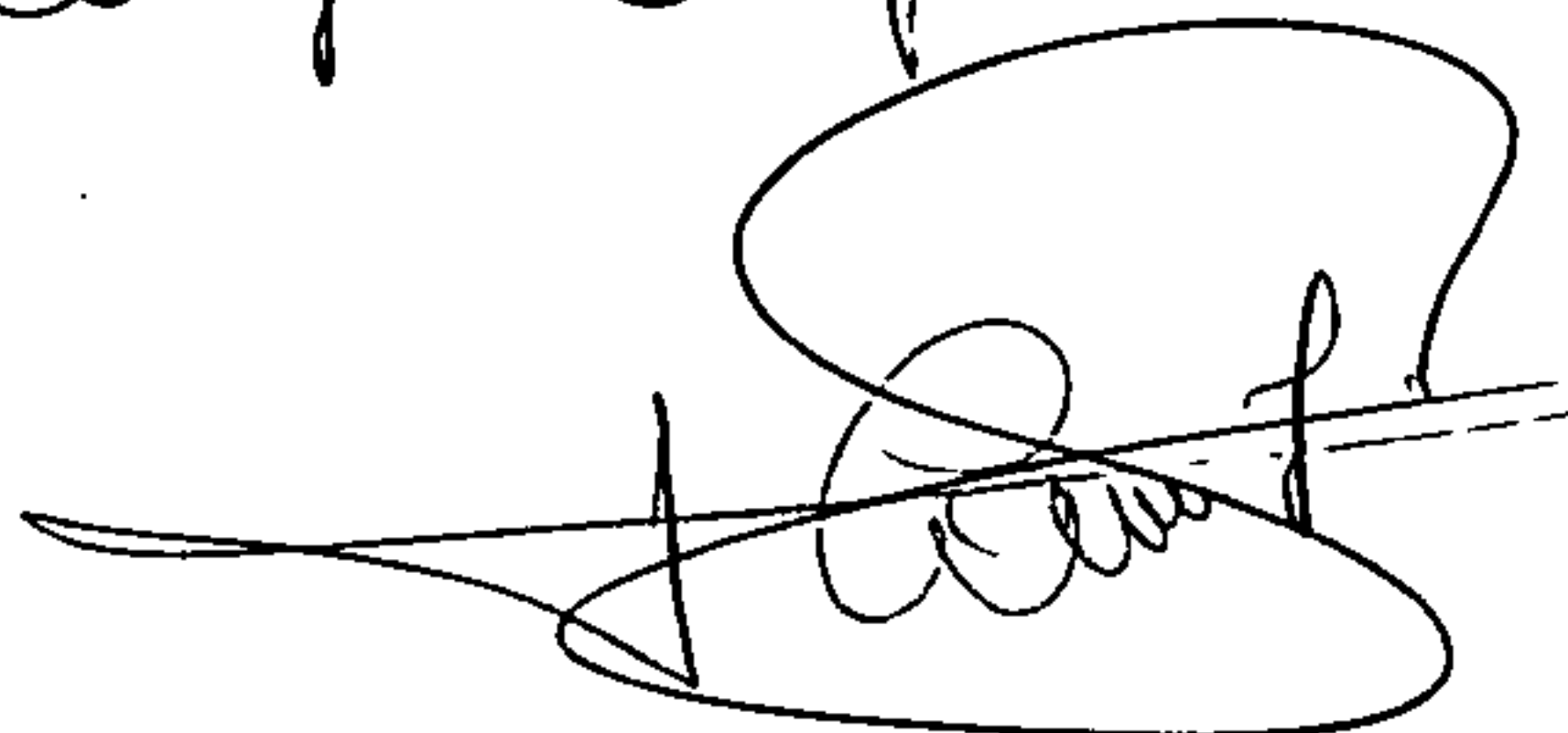
STATUTS MODIFIES

Après Assemblée générale du 6 juin 1981

Après conseil d'administration du 5 juillet 1999

Après Assemblée générale extraordinaire du 29 décembre 2003

Certifié conforme à l'original



Article 1er - Forme

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société anonyme, qui sera régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - Objet

La société a pour objet dans le Département de la Réunion la création, l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, l'installation et l'exploitation directe ou indirecte de tous fonds de commerce spécialisés dans la vente de la chaussure et de ses accessoires.

L'exploitation sous quelque forme que ce soit de toutes succursales et de tous dépôts de marchandises, toutes participations généralement quelconques dans toutes affaires similaires ou non pouvant intéresser la société et favoriser son développement,

Et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social dont les différents éléments viennent d'être précisés.

Article 3 - Dénomination

La dénomination de la société " CENT MILLE CHAUSSURES "

Dans tous actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots " Société anonyme ", ou des initiales " S.A. " et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé au 72, rue André LARDY - ZA La Mare - 97438 SAINTÉ MARIE.

Il peut être transféré en tout endroit du même département par une simple décision du Conseil d'administration sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire et par ailleurs, par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Article 5 - Durée

La durée de la société est de quatre vingt dix neuf années à compter du jour de l'immatriculation au registre du commerce, sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues aux présents statuts.

Article 6 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 98 456 euros, divisé en 3 176 actions de 31 euros chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

Article 7 -

Le capital social peut faire l'objet d'augmentation, de réduction ou d'amortissements dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi et les règlements.

Article 8 -

Les titres des actions sont obligatoirement délivrés en la forme nominative.

Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, la cession d'actions à un tiers, à quelque titre que ce soit, est soumise à l'agrément du conseil d'administration selon les modalités et dans les conditions fixées par la loi et les règlements.

Article 9 -

Le conseil d'administration fait l'appel des sommes restant à libérer en espèces selon toutes modalités qu'il fixe.

L'actionnaire défaillant est de plein droit, sans mise en demeure préalable, redevable à la société d'un intérêt de retard calculé jour après jour, à partir de la date d'exigibilité, au taux légal en matière commerciale majoré de quatre points sans préjudice de l'application des mesures légales d'exécution.

Article 10 -

I. - Chacune des actions de la société donne droit de participer aux assemblées d'actionnaires avec voix délibératives dans les conditions et sous les réserves prévues par la loi et les règlements.

II. - Chacune des actions donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

En cas de répartition ou de remboursement, chacune des actions donne droit au règlement de la même somme nette. Il sera en conséquence fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations fiscales susceptibles d'être prises en charge par la société auxquelles cette répartition ou ce remboursement pourrait donner lieu ; le tout en tenant compte le cas échéant des droits des actions de catégories différentes.

III. - Quand il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les actionnaires devront faire leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions nécessaires sans pouvoir rien prétendre de la société.

Article 11 -

I. - La société est gérée par un conseil d'administration dont la composition reste fixée dans les limites légales.

II. - Le mandat des administrateurs nommés au cours de la vie sociale est d'une durée maximale de six ans.

Le conseil se renouvelle par roulement aussi régulièrement que le permet le nombre de ses membres.

III. - Le sort, pour les premières années, ensuite l'ancienneté de nomination, détermine l'ordre de sortie.

IV. - Chaque administrateur doit être propriétaire de CINQ actions de garantie pendant la durée définie par la loi.

V. - L'âge de la retraite d'un administrateur est fixé à soixante dix ans.

VI. - À l'expiration de cet anniversaire, l'intéressé cesse de plein droit ses fonctions, étant réputé démissionnaire d'office.

Article 12 -

Les administrateurs sont convoqués aux séances du conseil d'administration par le président ou son mandataire et par tous moyens appropriés même verbalement.

Le président peut décider ou la moitié des administrateurs présents peuvent exiger un vote au scrutin secret sur toute question à l'ordre du jour.

Les copies ou extraits des délibérations du conseil d'administration sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration, un directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Article 13 -

Le conseil d'administration jouit des pouvoirs définis par la loi.

Article 14 -

I.- Le conseil d'administration élit parmi ses membres personnes physiques, un président qui assure ses fonctions dans les conditions fixées par la loi.

Le conseil peut subordonner l'accomplissement de certains actes du président à son autorisation préalable qui n'a d'effet que dans les relations internes de la société.

II.- L'âge de la retraite du président du conseil d'administration et de celle du directeur général, s'il en est désigné un, est fixé à soixante dix ans.

A dater de cet anniversaire, l'intéressé cesse de plein droit ses fonctions, étant réputé démissionnaire d'office.

Article 15 -

Les assemblées générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi et les règlements. Elles sont réunies en tous lieux précisés dans l'avis de convocation.

Un actionnaire ne peut participer aux réunions de l'assemblée que s'il est inscrit sur le registre des actions nominatives ou s'il a procédé au dépôt ou lieu indiqué dans l'avis de convocation de ses titres ou porteur ou d'un certificat de dépôt délivré par une banque, un établissement financier ou un agent de change dépositaire de ses titres.

La date avant laquelle ces formalités devront être accomplies ne peut être antérieure de plus de cinq jours à la date de réunion de l'assemblée.

En l'absence du président et sauf dispositions impératives contraires, l'assemblée est présidée par l'administrateur spécialement délégué par le conseil. A défaut d'administrateur délégué, l'assemblée élit son président.

Article 16 -

Les assemblées sont tenues et délibèrent conformément à la loi et aux règlements.

Article 17 -

Le contrôle des comptes de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes dans les conditions fixées par la loi et les règlements.

L'assemblée peut désigner un ou plusieurs commissaires suppléants.

Article 18 -

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente-et un décembre de chaque année.

Le premier exercice social prendra fin le trente et un Décembre mil neuf cent soixante seize;

Article 19 -

Avant toute autre répartition ou affectation et si le bénéfice distribuable est suffisant, il est attribué aux actionnaires, à titre de premier dividende non cumulatif la somme nécessaire pour leur verser un intérêt égal à cinq pour cent du montant libéré et non amorti des actions sans que, si les bénéfices d'un exercice sont insuffisants pour assurer le paiement de tout ou partie de cet intérêt, ce paiement puisse être réclamé sur les bénéfices des exercices ultérieurs.

Quant au surplus du bénéfice distribuable, l'assemblée générale ordinaire décide de le porter à un ou plusieurs comptes de réserves, facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

L'assemblée générale peut aussi décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels le prélèvement interviendra.

Article 20 -

Lorsque l'assemblée décide la distribution d'un dividende aux actionnaires, le conseil d'administration a droit à la distribution à titre de tantièmes, d'une somme représentant le dixième du bénéfice distribuable, sous déduction des sommes fixées par la loi.

Article 21 -

La société peut se transformer en société de toute autre forme et en particulier en société civile.

Article 22 -

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle fixe les pouvoirs et leur durée. Pour le surplus, il est procédé conformément à la loi.

Article 23 -

Toutes les contestations qui pourroient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires et les administrateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social; à cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du siège social et toutes assignations et significations seront régulièrement faites à ce domicile, à défaut d'élection de domicile, les assignations et significations seront valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République, près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

Article 24

1) Il a été apporté à la société lors de la constitution, une somme de cent mille francs correspondant à la valeur nominale de cinq cent actions de deux cent francs chacune, qui ont été souscrites et libérées en totalité lors de la souscription ainsi qu'il résulte de la déclaration notariée de versements reçue par Maître POPINEAU, notaire associé à Saint-Denis, le douze décembre mil neuf cent soixante quinze.

2) Et il a été incorporé au capital par l'assemblée générale extraordinaire du six juin mil neuf cent quatre vingt un, une somme de quatre cent mille francs, prélevée sur les réserves facultatives.

Article 25 -

Les premiers administrateurs de la société sont :

- Monsieur CAMBEFORT Michel Henri, commerçant, demeurant à Saint-Denis, lieudit Bellepierre P.K.3.

- Madame PETERS Noëla Marie Gisèle, épouse de Monsieur CAMBEFORT Michel Henri, avec lequel elle demeure à Saint-Denis, lieudit Bellepierre, P.K.3.

- Et Monsieur Philippe CAMBEFORT, Etudiant, demeurant à Saint-Denis, lieudit Bellepierre P.K.3.

La durée de leurs fonctions est de trois années.

M. CAMBEFORT, Mme CAMBEFORT et M. CAMBEFORT déclarent accepter les fonctions qui viennent de leur être conférées et affirment qu'à leur connaissance ils satisfont aux conditions de la loi relative aux cumuls de mandats et qu'il n'existe à leur égard aucune cause d'interdiction de les exercer.

Article 26 -

Le premier commissaire aux comptes de la société est :

Monsieur Théophone VALHUNT, Comptable Agréé, demeurant à Saint-Denis, 12 rue de la Source.

La durée des fonctions du commissaire aux comptes est de six années.

Monsieur VALHUNT, intervenant aux présentes, déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et affirme ne pas se trouver dans un des cas d'interdiction légale d'exercice desdites fonctions.

Article 27 -

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une expédition ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de publicité.

Article 28 -

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société et portés en frais généraux avant toute distribution de bénéfices.

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
de SAINT DENIS (REUNION)

Dépôt du : 09 FEV. 2004

N° 34

R.C. : 7633

310 850 045

Le soussigné :

**Déclaration de régularité
et de conformité**

M. Philippe CAMBEFORT,

agissant en qualité de gérant unique en exercice de la S.A.R.L. GEANT 100 000 CHAUSSURES au capital de 104.873 €, dont le siège social est fixé au 72, rue André Lardy, ZA La Mare, 97438 SAINT MARIE (Ile de la Réunion), immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de SAINT DENIS, SIRET siège social 334 304 029 00062,

Et

agissant en qualité de président du conseil d'administration de la S.A. CENT MILLE CHAUSSURES au capital de 98.456 €, dont le siège social est fixé au 72, rue André Lardy, ZA La Mare, 97438 SAINT MARIE (Ile de la Réunion), immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de SAINT DENIS, SIRET siège social 310 850 045 00124,

Relate à l'appui de la demande d'inscription modificative qu'il dépose au RCS :

1. Les sociétés GEANT 100 000 CHAUSSURES et CENT MILLE CHAUSSURES ayant envisagé le principe de leur fusion, le gérant pour la société GEANT 100 000 CHAUSSURES et le conseil d'administration du 12 novembre 2003 pour la société CENT MILLE CHAUSSURES ont arrêté le projet de fusion entre les deux sociétés.
2. Ce projet a été signé par les soussignés par acte sous seing privé du 13 novembre 2003. Il contenait les mentions prescrites par l'article 254 du décret du 23 mars 1967 et disposait que la société GEANT 100 000 CHAUSSURES serait dissoute, sans liquidation, du seul fait et au jour de la réalisation définitive de la fusion.
3. Sur requête conjointe de M. Philippe CAMBEFORT agissant ès qualité de dirigeant des deux sociétés, M. le Président du tribunal mixte de commerce de SAINT DE DENIS de la REUNION, par ordonnance du 14 octobre 2003, a désigné M. Christophe DEDRICHE, demeurant 149 rue Jules Aubert à 97400-SAINT DENIS en qualité de commissaire à la fusion.
4. Un original du projet de fusion a été déposé au greffe dudit tribunal le 14 novembre 2003 pour les deux sociétés GEANT 100 000 CHAUSSURES et CENT MILLE CHAUSSURES.
5. Avis du projet de fusion a été publié par LE QUOTIDIEN le 16 novembre 2003 également pour les deux sociétés.
La publication de ces avis n'a été suivie d'aucune opposition.
6. L'ensemble des documents devant être mis à disposition des actionnaires au siège social des deux sociétés, l'ont été le 24 novembre toujours pour les deux sociétés .
7. Le rapport du commissaire à la fusion sur les apports en nature a été déposé au greffe précité le 12 décembre 2003.
8. L'assemblée générale extraordinaire des associés de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES du 29 décembre 2003 a approuvé le projet de fusion avec la société CENT MILLE CHAUSSURES, et



décidé sa dissolution anticipée, sans liquidation, au jour de la fusion décidée par la société CENT MILLE CHAUSSURES et de l'augmentation corrélative par celle-ci de son capital.

9. L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société CENT MILLE CHAUSSURES du 29 décembre 2003 a approuvé le projet de fusion et décidé l'augmentation correspondante de son capital. Elle a constaté la réalisation de la fusion et la dissolution de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES. Elle a, corrélativement, modifié l'article 6 de ses statuts.

10. L'avis de dissolution de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES a été publié par LE QUOTIDIEN du 15 janvier 2004

L'avis de réalisation de la fusion et de l'augmentation de capital de la société CENT MILLE CHAUSSURES a été publié au QUOTIDIEN du même jour.

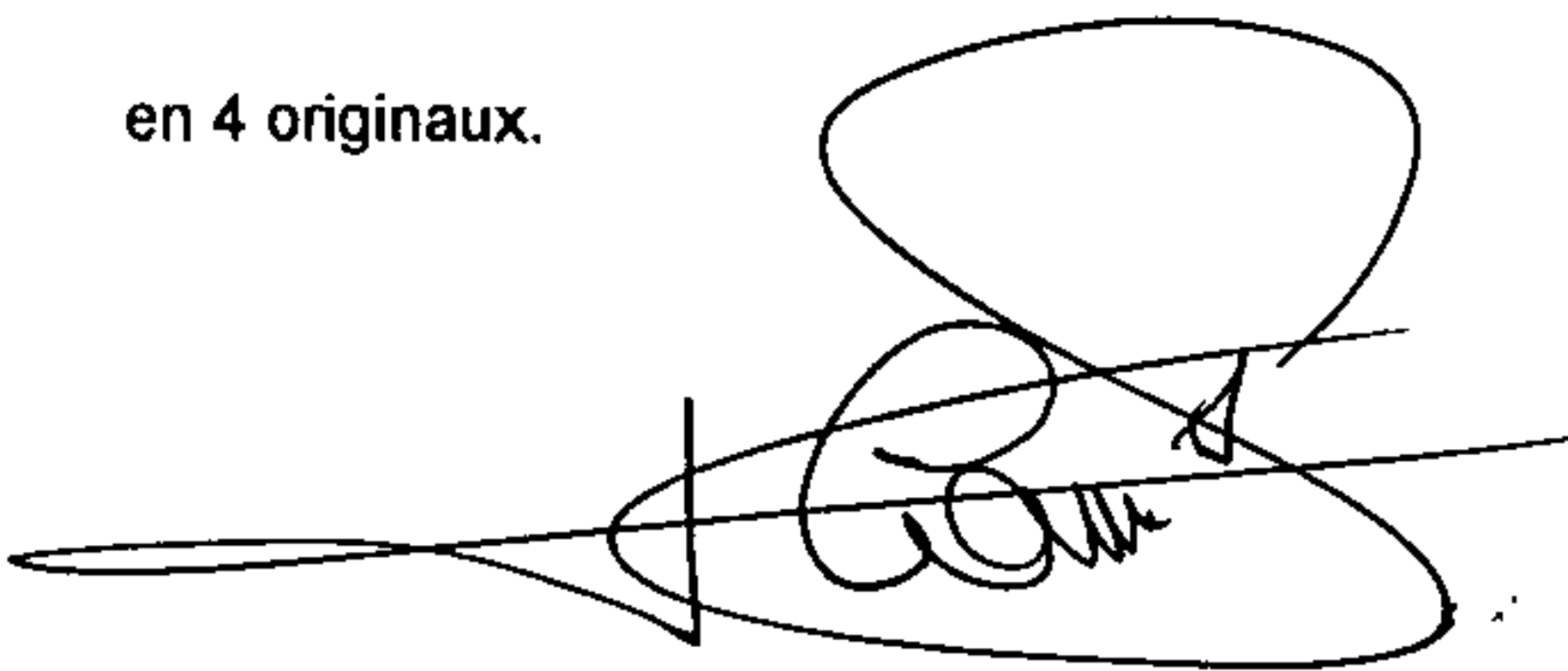
En conséquence des déclarations qui précèdent, les soussignés, tant en leur nom personnel que comme mandataires, affirment que la fusion par absorption de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES par la société CENT MILLE CHAUSSURES a été réalisée conformément à la loi et aux règlements, qu'il en a été de même de l'augmentation de capital de la société CENT MILLE CHAUSSURES ; qu'enfin la société GEANT 100 000 CHAUSSURES est définitivement et régulièrement dissoute, sans liquidation.

Avec deux originaux de la présente déclaration, il dépose :

- deux originaux du traité de fusion et de ses annexes ;
- un original du rapport du commissaire à la fusion sur les modalités de la fusion et un sur les apports en nature ;
- deux originaux du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES ;
- deux originaux du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société CENT MILLE CHAUSSURES ;
- un exemplaire du journal d'annonces légales ;
- deux copies certifiées conformes des statuts mis à jour de la société CENT MILLE CHAUSSURES ;
- un formulaire M3 pour la société CENT MILLE CHAUSSURES ;
- un formulaire M4 pour la société GEANT 100 000 CHAUSSURES.

Fait à Saint Denis, le 19 janvier 2004

en 4 originaux.

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the left.

CENT MILLE CHAUSSURES

Société Anonyme au capital de 77 500 €

Siège Social : 72, rue André Lardy, ZA La Mare, 97438 SAINTE-MARIE

RCS SAINT-DENIS, SIRET Siège social 310 850 045 00124

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE

de SAINT-DENIS (REUNION)

Dépôt du : 09 FEV. 2004

N°

R.C.:

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 29 DECEMBRE 2003**

L'an deux mil trois,
Le vingt neuf décembre,
A onze heures trente,

Les actionnaires de la société CENT MILLE CHAUSSURES se sont réunis au siège social en assemblée générale extraordinaire, sur la convocation du conseil d'administration.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée, à l'entrée en séance, par les membres de l'assemblée.

M. Philippe CAMBEFORT préside la séance. Il déclare que l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et adopter les résolutions proposées dans les conditions fixées dans les statuts.

Monsieur le Président constate que

- le commissaire aux comptes régulièrement convoqué, est présent.
- le commissaire à la fusion régulièrement convoqué, est présent.

Le Président dépose ensuite sur le bureau de l'assemblée les documents suivants :

- les statuts de la société ;
- les copies des lettres de convocation adressées aux actionnaires auxquelles sont joints les récépissés postaux ;
- la feuille de présence ;
- les pouvoirs des actionnaires représentés ;
- la copie et le récépissé de la lettre de convocation du commissaire aux comptes ;
- le rapport du Président ;
- un original du projet de fusion en date du 13 novembre 2003 ;
- les récépissés du dépôt au greffe du projet de fusion ;
- le journal d'annonces légales contenant avis du projet de fusion ;
- l'état comptable intermédiaire au 31 août 2003 ;
- le rapport du conseil d'administration ;
- le rapport du commissaire à la fusion ;
- le rapport du commissaire aux apports ;
- le rapport du commissaire aux comptes sur l'état comptable intermédiaire ;
- les projets de résolutions soumis à l'assemblée ;
- le projet des statuts modifiés.

Monsieur le Président déclare que tous les documents qui, en application des dispositions législatives et réglementaires, doivent être communiqués aux actionnaires, ont été mis à leur disposition au siège



social un mois avant la tenue de la présente assemblée. Il déclare en outre qu'il a été satisfait aux demandes d'envoi de documents adressées à la société.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Ordre du jour

- rapport du conseil d'administration ;
- rapport du commissaire à la fusion sur les modalités de la fusion et sur les apports en nature ;
- rapport du commissaire aux comptes sur l'état comptable intermédiaire au 31 août 2003 ;
- approbation du projet de fusion par absorption de la société GEANT 100.000 CHAUSSURES, de l'évaluation et de la rémunération du patrimoine transmis ;
- approbation et de l'augmentation de capital de 20.956 euros ;
- prélèvements sur la prime de fusion ;
- modification de l'article 6 des statuts relatif au capital social ;
- pouvoirs.

Le président donne lecture du projet de fusion, du rapport du conseil d'administration, du rapport du commissaire à la fusion, de celui du commissaire aux apports et de celui du commissaire aux comptes sur l'état comptable intermédiaire.

Puis il ouvre la discussion.

Après les échanges de vues intervenus et personne ne demandant plus la parole, le président met aux voix les résolutions suivantes à l'ordre du jour :

Première résolution : Approbation du projet de fusion, de l'évaluation et de la rémunération du patrimoine transmis

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du projet de fusion, du rapport de la gérance, du rapport du commissaire à la fusion et du rapport du commissaire aux apports ainsi que le rapport du commissaire aux comptes sur la situation comptable intermédiaire,

Et constatant que la SDGM, associée majoritaire de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES et devant se voir attribuer 656 actions nouvelles avec un rompu de 0,60 €, soit 656,60 €, a déclaré en entrant en séance renoncer irrévocablement et totalement à ce rompu, sans indemnité ni contrepartie quelconque,

- déclare approuver dans toutes ses dispositions ledit projet de fusion et ses annexes, intervenu avec la société GEANT 100 000 CHAUSSURES, aux termes duquel cette dernière fait apport à CENT MILLE CHAUSSURES de la totalité de son actif, à charge de la totalité de son passif avec effet au 1^{er} janvier 2003 ; ledit apport étant rémunéré par l'attribution aux associés de la société absorbée de 676 actions nouvelles de 31 euros chacune, à raison d'une action nouvelle de la société CENT MILLE CHAUSSURES pour 5 parts de la société absorbée ;
- décide la fusion par absorption de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES ;
- prend acte de l'approbation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2002 par l'assemblée générale ordinaire des associés de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES le et de l'approbation de l'opération de fusion par l'assemblée générale extraordinaire de cette société ce même jour ;

- constate que les conditions suspensives portées dans le projet de traité de fusion sont réalisées ;
- approuve la transmission universelle du patrimoine de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES ainsi que l'évaluation qui en a été faite pour 794.917 euros ;
- approuve la rémunération de l'actif net par un rapport d'échange d'une (1) action de la société CENT MILLE CHAUSSURES pour cinq (5) parts de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES ;
- décide que la fusion-absorption de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES est définitive, l'opération étant réalisée à l'issue de la présente assemblée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution : Approbation de l'augmentation de capital de 20.956 euros

L'assemblée générale extraordinaire :

- constate, comme conséquence du vote de la résolution qui précède, que le capital de la société est augmenté d'une somme de 20.956 euros par la création de 676 actions nouvelles de 31 € chacune, entièrement libérées. Ces actions nouvelles porteront jouissance au 1^{er} janvier 2003 et seront à compter de ce jour assimilées entièrement aux actions anciennes de la société absorbante ;
- décide que la différence entre le montant de l'actif net transmis s'élevant à 794.917 euros et le montant de l'augmentation de capital de 20.956 € sera inscrit à un compte « prime de fusion » pour un montant de 773.961 €.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution : Prélèvements sur la prime de fusion


L'assemblée générale extraordinaire, comme conséquence de l'approbation du traité de fusion, décide :

- de doter la réserve légale d'une somme de 2.096 € ;
- d'autoriser le conseil d'administration à imputer sur la prime de fusion l'ensemble des frais, droits, impôts et honoraires occasionnés par la fusion ainsi que ceux consécutifs à l'augmentation de capital et à la réalisation de la fusion ;
- d'autoriser l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à donner à la prime de fusion ou au solde de celle-ci toutes autres affectations.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution : Modification de l'article 6 des statuts relatif au capital social

L'assemblée générale extraordinaire, en conséquence des résolutions qui précèdent, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 6 des statuts :



« Article 6 – Capital social:

« Le capital social est fixé à la somme de 98.456 €, divisé en 3 176 actions de 31 € chacune, entièrement libérées et toutes de même rang. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Cinquième résolution : Pouvoirs

L'assemblée générale extraordinaire donne tous pouvoirs au président ou à Madame Gisèle CAMBEFORT pouvant agir ensemble ou séparément à l'effet d'effectuer ou de faire effectuer tous dépôts, publications, déclarations et formalités nécessaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

V

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à midi vingt.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le président et les membres du bureau.

Le Président

Les Scrutateurs

Le Secrétaire

Enregistré à : RECETTE DIVISIONNAIRE
Le 12/01/2004 Bordereau n°2004/18 Case n°3

Ext 105

Enregistrement : 75 €

Timbre : 48 €

Total liquidé : cent vingt-trois euros

Montant reçu : cent vingt-trois euros

L'Agente

Déposé le : 09 FEV. 2004

N°

R.G.

PROJET DE FUSION

Entre les soussignées :

- la S.A.R.L. **GEANT 100 000** au capital de 104.873 €, dont le siège social est fixé au 72, rue André Lardy, ZA La Mare, 97438 SAINTE MARIE (Ile de la Réunion), immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de SAINT DENIS, SIRET siège social 334 304 029 00062 représentée aux présentes par M. Philippe CAMBEFORT, gérant unique en exercice, Ci-après dénommée "la société absorbée",

D'UNE PART,

Et

- la S.A. **100.000 CHAUSSURES** au capital de 77.500 €, dont le siège social est fixé au 72, rue André Lardy, ZA La Mare, 97438 SAINTE MARIE (Ile de la Réunion), Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de SAINT DENIS, SIRET siège social 310 850 045 00124 représentée aux présentes par Madame Gisèle CAMBEFORT, membre du Conseil d'Administration dûment habilitée aux fins des présentes en vertu d'une délibération dudit Conseil en date du 12 Novembre 2003 ainsi qu'il résulte de la décision ci-annexée (Annexe 1) Ci-après dénommée "la société absorbante",

D'AUTRE PART,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

I - EXPOSE

I.1 – CARACTERISTIQUES DES SOCIETES

A) La société **GEANT 100 000 CHAUSSURES** est une société à responsabilité limitée dont l'objet, tel qu'indiqué au Registre du commerce et des sociétés, renvoie aux dispositions statutaires qui sont pour l'essentiel les suivantes :

« La création, l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, l'installation et l'exploitation directe ou indirecte de tous fonds de commerce », le K Bis ajoutant à cette disposition statutaire ce qui suit : « spécialisés ds la vente de la chaussure et de ses accessoires ».... » (art. 2 des statuts).

La durée de la société est de 99 ans à compter du 3 janvier 1986.



Le capital social de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES s'élève actuellement à 104.873 € réparti en 3.383 parts de 31 € de nominal chacune, intégralement libérées.

B) La société 100 000 CHAUSSURES est une société anonyme dont l'objet, tel qu'indiqué au Registre du commerce et des sociétés, renvoie aux dispositions statutaires qui sont les suivantes :

«La création, l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, l'installation et l'exploitation directe ou indirecte de tous fonds de commerce »... » (art. 2 des statuts).

La durée de la société est de 99 ans, à compter du 15 janvier 1976.

Le capital social de la société 100 000 CHAUSSURES s'élève actuellement à 77.500 € réparti en 2500 actions de 31 € de nominal chacune, intégralement libérées.

C) Les sociétés soussignées ne détiennent aucune participation l'une dans l'autre.

D) M. Philippe CAMBEFORT, gérant de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES est également président du Conseil d'administration de la société 100 000 CHAUSSURES.

I.2 – PRINCIPE ET CONDITIONS DE LA FUSION

Le conseil d'administration de la société 100 000 CHAUSSURES, réuni le 12 Novembre 2003, et le gérant de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES qui a par l'effet de la loi tous pouvoirs à cet effet, ont décidé de réaliser la fusion de ces deux sociétés qui sera effectuée par absorption de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES par la société 100 000 CHAUSSURES.

La fusion envisagée sera réalisée dans les conditions prévues aux articles L. 236-1 et suivants du Code de commerce et 254 et suivants du décret du 23 mars 1967.

La société GEANT 100 000 CHAUSSURES fera apport de l'ensemble de ses éléments d'actif à la société 100 000 CHAUSSURES, à charge pour cette dernière de prendre en charge l'intégralité de son passif.

Si la fusion est réalisée :

- le patrimoine de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES sera transmis à la société 100 000 CHAUSSURES dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation définitive de la fusion ;
- la société 100 000 CHAUSSURES sera débitrice des créanciers non obligataires de la société absorbée aux lieu et place de celle-ci, sans que cette substitution entraîne novation à cet égard.

I.3 – MOTIFS ET OBJECTIFS DE LA FUSION

Le groupe de la marque « 100.000 chaussures » exploitait 15 magasins au moyen des deux entités juridiques objet du présent projet de fusion. Il s'avère que cette organisation générait de nombreux frais de gestion liés aux nombres d'opérations entre sociétés :

- cession de stocks entre 100 000 CHAUSSURES et GEANT 100 000 CHAUSSURES pour éviter les ruptures,
- doublons liés à la gestion des opérations (déclarations fiscales et sociales, comptabilité, frais de personnel).

La fusion des sociétés va donc générer des économies d'échelles substantielles, simplifier l'organisation du groupe et améliorer la lisibilité du résultat d'exploitation des magasins.



II - CONVENTION DE FUSION PAR ABSORPTION

II.1 – DATE D'EFFET DE LA FUSION

La fusion sera réalisée avec effet au premier janvier deux mil trois (01/01/2003).

Toutes les opérations actives et passives réalisées par la société GEANT 100 000 CHAUSSURES depuis le 1^{er} janvier 2003 jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion seront considérées comme accomplies par la société 100 000 CHAUSSURES.

Les comptes des sociétés GEANT 100 000 CHAUSSURES et 100 000 CHAUSSURES utilisés pour établir les conditions de l'opération sont ceux arrêtés à la date du 31 décembre 2002, date de clôture du dernier exercice social de chacune des sociétés intéressées.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2002 ont été approuvés par l'assemblée générale ordinaire des associés de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES réunie le 30 juin 2003.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2002 ont été approuvés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société 100 000 CHAUSSURES réunie le 30 juin 2003.

II.2 – DESIGNATION ET EVALUATION DU PATRIMOINE TRANSMIS

La société GEANT 100 000 CHAUSSURES apportera à la société 100 000 CHAUSSURES, sous les garanties ordinaires et de droit, tous les éléments d'actif figurant dans ses comptes arrêtés au 31 décembre 2002, à charge pour la société 100 000 CHAUSSURES d'acquitter les dettes constituant le passif arrêté à la même date de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES.

Les apports étant effectués sur la base des valeurs comptables, les valeurs brutes et les amortissements inscrits figureront sur un détail en annexe du présent acte.

a - Actif

L'actif apporté par la société GEANT 100 000 CHAUSSURES comprend les biens, droits et valeurs ci-après désignés et évalués (en valeur nette comptable) :

1. Immobilisations incorporelles..... **697.454 €**

soit tous les éléments incorporels en dépendant, ci :

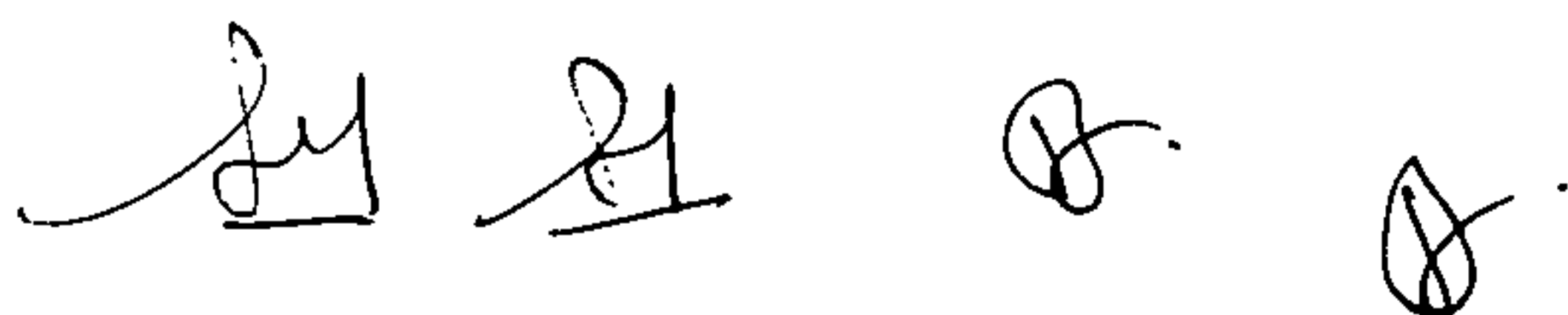
- clientèle et achalandage y attachés
- nom commercial
- bénéfice des droits aux baux ci-après désignés
- bénéfice de tous traités et conventions afférents à l'exploitation du fonds apporté, dans la mesure où ils sont librement transmissibles

Il est ici précisé que la société absorbée, tout comme la société absorbante, bénéficie d'une licence verbale et gratuite non enregistrée à l'INPI, concédée par la société SIMAD dont le siège social est également à la ZA de la Mare, STE MARIE, RCS St Denis, n° national 01 3 130 716. Par suite de la fusion, cette licence profitera seule à la société absorbante.

2. Immobilisations corporelles..... **6.171 €**

* Les matériel, installations et agencements
selon détail en annexe (Annexe 2).....5.437 €

* Autres immobilisations corporelles



selon détail en annexe (Annexe 3).....734 €

3. Immobilisations financières..... 3. 339 €

* Dépôts et cautionnements.....3. 339 €

4. Actif circulant..... 790.778 €

* Stocks.....84.036 €

* Avances et acomptes versés sur commandes..... 552 €

* Clients et comptes rattachés..... 3.536 €

* Autres créances..... 37.827 €

* Disponibilités.....64.462 €

* Charges constatées d'avance..... 365 €

=====

Soit un actif apporté évalué à..... 1.497.742 €

b) Passif

La société absorbante prendra en charge et acquittera aux lieu et place de la société absorbée la totalité du passif de cette dernière dont le montant dans les comptes au 31 décembre 2002 est ci-après indiqué.

En tant que de besoin, la stipulation ci-dessus ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers, lesquels au contraire sont tenus d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

1. Provisions pour risques..... néant

2. Provisions pour charges..... 8.842 €

3. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (à court terme)..... 2.948 €

4. Emprunts et dettes financières diverses..... 370.765 €

5. Avances et acomptes sur commandes en cours..... néant

6. Dettes fournisseurs et comptes rattachés..... 113.491 €

7. Dettes fiscales et sociales..... 151.602 €

8. Autres dettes..... 55.177 €

=====

Soit un passif pris en charge évalué à..... 702.825 €

Le représentant de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES certifie que le chiffre total du passif ci-dessus mentionné et le détail de ce passif sont exacts et sincères, qu'il n'existait, dans la société absorbée, à la date sus-visée du 31 décembre 2002, aucun passif non comptabilisé.



c) Engagements hors bilan

Aucun engagement contracté par la société ne serait susceptible d'être transféré à la société bénéficiaire

d) Actif net apporté au 31/12/2002

L'actif apporté évalué à un montant de 1.497.742 € et le passif pris en charge s'élevant à 702.825 €, il résulte que l'actif net apporté par la société GEANT 100 000 CHAUSSURES s'établit à un montant de 794.917 € au 1^{er} janvier 2003.

II.3 – DISPOSITIONS GENERALES ET DECLARATIONS

a) Situation locative et Origine de propriété de la société absorbée

Pour chacun des magasins, le lieu d'exploitation, le n° SIRET, l'origine de propriété et la situation locative sont les suivants :

1. Magasin de Saint Denis

Adresse : angle rue Maréchal Leclerc et Boulevard de l'Océan

SIRET : 334 304 029 00013

Acte 1 : Bail verbal

Propriétaire 1 : Mme ZADVAT Marianne Ismaël demeurant à St Louis 14 rue Lambert et M. OMARJEE Ahmad Saïd demeurant à St Denis 6 rue Lafférière

Désignation 1 : locaux d'un immeuble rue du Maréchal Leclerc n° 249

Destination 1 : exclusivement exploitation d'un commerce de chaussures maroquinerie

Loyer actuel mensuel TTC 1 : 5.448,79 €

Durée 1 : 9 ans.

Acte 2 : acte notarié dressé le 14/11/1985 par Me POPINEAU, notaire associé

Propriétaire 2 : SCI TAKDIRE dont le siège social est à St Pierre 9 rue Désiré Barquisseau RCS St Pierre

Désignation 2 : local de 255 m2 environ et la galerie marchande d'une superficie de 20 m2 environ située au sud du local, avec ledit local 2 blocs sanitaires et vestiaires et 2 emplacements de stationnement de véhicules automobiles n° 1 et n° 2

Destination 2 : tous commerces

Loyer actuel mensuel TTC 2 : 3.722,89 €

Durée 2 : 9 ans à compter du 1^{er} décembre 1985, actuellement en tacite reconduction

2. Magasin du Tampon

Adresse : 1 rue Sarda Garriga

SIRET : 334 304 029 00039

Acte : SSP en date à Saint Denis du 10/11/1989



Propriétaire : SCI LAM dont le siège social est au 15 rue du Four à Chaux à SAINT PIERRE

Désignation : 1 rez-de-chaussée de 50 m2 + 1 sous-sol de 50 m2

Destination : rien n'est spécifié

Loyer actuel mensuel TTC : 2.103,80 €

Durée : 9 ans à compter du 1^{er} novembre 1989, actuellement en tacite reconduction

3. Magasin de Saint Joseph

Adresse : 33 rue Raphaël Babet

SIRET : 334 304 029 00047

Acte : SSP en date à St Joseph du 08/12/1990

Propriétaire : Mme FONTAINE Bernadette demeurant 217 rue Raphaël Babet à St Joseph

Désignation : 1 boutique à usage de commerce de 118 m2 donnant sur la rue Raphaël Babet comprenant une salle à usage de commerce et 1 WC et lave-mains

Destination : exploitation d'un commerce de vente de chaussures et d'accessoires audit commerce

Loyer actuel mensuel TTC : 1.591,20 € + taxe foncière, avec révision annuelle

Durée : 9 ans à compter du 1^{er} décembre 1990, actuellement en tacite reconduction

Dépôt de garantie : 20.000 F

4. Magasin de Saint André

Adresse : commune de St André section AR

SIRET : 334 304 029 00054

Acte : bail verbal

Propriétaire : SCI SAVIMMO dont le siège social est à St André, 611 rue Mille Roches, RCS St Denis

Désignation : 1 bâtiment en dur sous tôle, avec superficie de vente d'environ 190 m2

Destination : non spécifié puisque bail verbal

Loyer actuel mensuel TTC : 3.466,71 avec révision annuelle

Durée : 9 ans à compter du 1^{er} septembre 1994, actuellement en tacite reconduction

Dépôt de garantie : 36.000 F

5. Magasin de Saint Paul Savannah

Adresse : lieu-dit le Triangle à Saint Paul, Savannah

SIRET : 334 304 029 00021

Acte : acte notarié dressé par Me Bernard LAGOURGUE, notaire associé à ST PAUL

Propriétaire : SCI G7 MARIANI dont le siège social est à St Paul Plateau Caillou, 46 rue des Perdrix, RCS St Denis

Désignation : locaux dépendant d'un immeuble et comprenant au RDC une surface commerciale de 100 m2 environ et à l'étage un bureau non aménagé de 100 m2 environ

Destination : exploitation de toute activités commerciale à l'exception de l'exploitation de vente de textile

Loyer actuel mensuel TTC : 2.621,02 + taxes municipales afférentes au bail (TEO, taxe de balayage)

Durée : 9 ans à compter du 1^{er} décembre 1997

La société absorbante reconnaît parfaitement connaître les locaux loués par la société absorbée, leur situation à l'égard des règles d'urbanismes et la nécessité d'obtenir des renseignements d'urbanisme pour chacun des immeubles dans lesquels sont exploités les magasins ci-dessus. Elle se reconnaît donc seule responsable des conséquences entraînées par l'existence d'éventuelles servitudes particulières, renonçant à tout recours contre le rédacteur du présent traité.

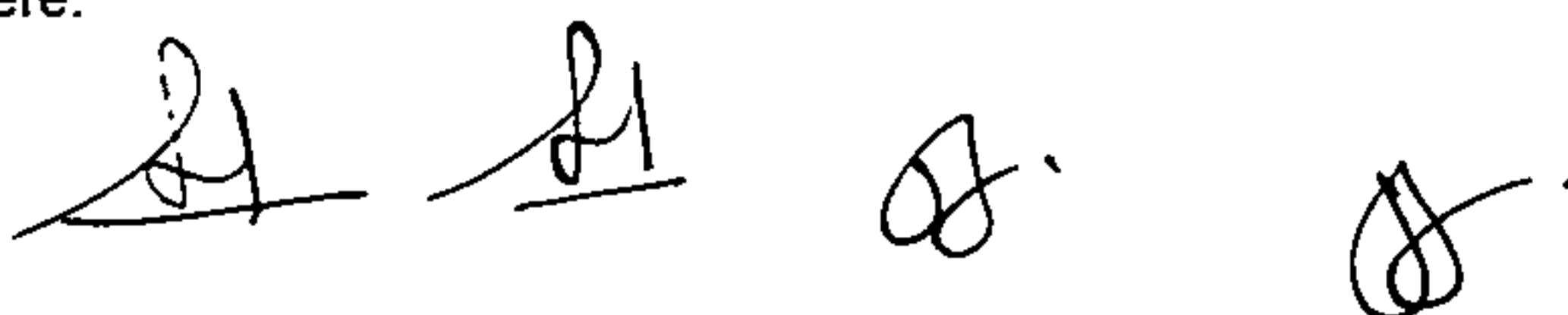
Elle déclare également qu'elle connaît parfaitement le contenu des clauses des baux ci-dessus rappelés et les sociétés absorbée et absorbante se dispensent mutuellement d'en donner de plus amples précisions.

La société absorbée pour sa part déclare être propriétaire de son fonds pour :

- en avoir acquis la propriété, par voie d'apport de M. Philippe CAMBEFORT dont le traité a été déposé au greffe du tribunal de commerce de St Denis le 22 décembre 1999, des magasins de St Joseph, Saint André, Le Tampon et Saint Paul
- pour avoir créé le magasin de Saint Denis

b) Propriété - Jouissance

La société 100 000 CHAUSSURES aura la propriété du patrimoine qui lui sera transmis par la société GEANT 100 000 CHAUSSURES à titre de fusion à compter du jour de la réalisation définitive de cette dernière.



Elle en aura la jouissance à compter, rétroactivement, du 1^{er} janvier 2003, toutes les opérations actives et passives réalisées par la société absorbée depuis cette date étant considérées comme ayant été accomplies pour le compte de la société absorbante qui les reprendra dans ses états financiers.

c) Engagements réciproques

Les sociétés GEANT 100 000 CHAUSSURES et 100 000 CHAUSSURES conviennent expressément que pendant toute la durée de la réalisation de la fusion, les deux sociétés se concerteront sur leur politique générale et qu'en particulier aucune d'elles ne prendra sans l'accord de l'autre d'engagements susceptibles de modifier de manière significative la consistance de son actif ou l'importance de son passif en dehors de ceux résultant des opérations de gestion courante.

La société GEANT 100 000 CHAUSSURES remettra à la société 100 000 CHAUSSURES les comptes de la période du 1^{er} janvier 2003 à la date de réalisation définitive de la fusion.

d) Charges et conditions

1° La société absorbante prendra les biens apportés dans l'état où la société absorbée les détient, sans pouvoir exercer aucun recours contre cette dernière, pour quelque cause que ce soit.

2° Elle sera tenue à l'acquit du passif pris en charge dans les termes et conditions où il est et deviendra exigible, au paiement de tous intérêts, à l'exécution de toutes conditions d'actes d'emprunts ou de titres de créances pouvant exister dans les conditions où la société absorbée serait tenue de le faire, et même toutes exigibilités anticipées s'il y a lieu.

D'une manière générale, elle sera débitrice de tous les créanciers de la société absorbée aux lieu et place de celle-ci, sans que cette substitution emporte novation à l'égard desdits créanciers.

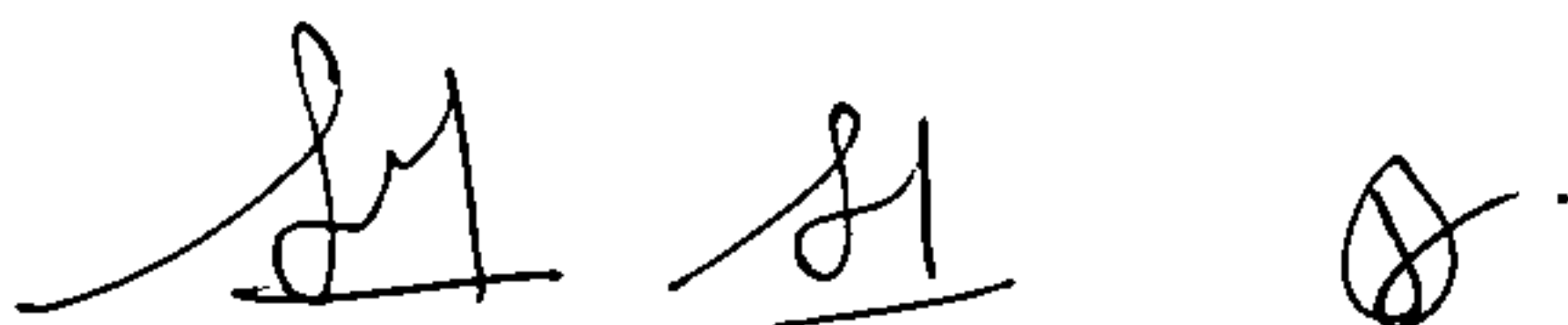
3° Elle poursuivra tous les contrats de travail conclus par la société absorbée et en assumera toutes les conséquences, en application de l'article L. 122-12 du Code du travail.

4° Elle fera son affaire des oppositions qui pourraient être pratiquées par tous créanciers à la suite de la publicité du présent projet, qui sera effectuée conformément à la réglementation en vigueur ; elle fera également son affaire personnelle des garanties qui pourraient être à constituer pour la levée des oppositions qui seraient formulées.

5° Elle supportera et acquittera, à compter de la date de réalisation définitive de la fusion, tous impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens apportés, et celles qui sont ou seront inhérentes à leur propriété ou à leur exploitation ; elle reprendra notamment, le cas échéant, les engagements souscrits par la société absorbée vis-à-vis de l'Administration en matière de taxes, d'impôts directs, de droits d'enregistrement et de taxes sur le chiffre d'affaires.

6° Elle sera subrogée purement et simplement dans le bénéfice et la charge de tous contrats, marchés et engagements qui pourront exister au jour de la réalisation définitive de la fusion, comme de tous accords commerciaux ainsi que dans le bénéfice et la charge de toutes autorisations administratives et autres pouvant profiter à la société absorbée.

7° Elle aura, après la réalisation définitive de la fusion, tous pouvoirs pour, aux lieu et place de la société absorbée, relativement aux biens et droits apportés et aux passifs pris en charge, intenter ou suivre toutes actions judiciaires, donner tous acquiescements à toutes décisions, recevoir ou payer toutes sommes dues en suite de ces décisions.



II.4 – DETERMINATION DU RAPPORT D'ECHANGE – REMUNERATION DES APPORTS

a) Détermination du rapport d'échange

L'évaluation des éléments d'actif et de passif de la société absorbée a été effectuée ci-dessus.

S'agissant de la société absorbante, son évaluation a été effectuée selon les mêmes critères que pour la société absorbée sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2002.

Sur ces bases, l'évaluation de la valeur de l'action de chaque société est la suivante :

Société GEANT 100 000 CHAUSSURES : 866.048 € / 3.383 titres, soit une valeur de la part GEANT 100 000 CHAUSSURES d'un montant de 256 €

Société 100 000 CHAUSSURES : 3.200.000 € / 2500 titres, soit une valeur de l'action 100 000 CHAUSSURES d'un montant de 1.280 €

En conséquence, le rapport d'échange des titres est fixé à une (1) action 100 000 CHAUSSURES pour cinq (5) parts GEANT 100 000 CHAUSSURES.

Pour rémunérer l'apport-fusion, la société 100 000 CHAUSSURES devra créer 676 actions d'un montant de 31 € chacune.

b) Rémunération des apports – Augmentation de capital de la société absorbante – Prime de fusion

1° Augmentation de capital

Il résulte du rapport d'échange ci-dessus arrêté que les associés de la société absorbée recevront en échange des 3.383 parts sociales de la société absorbée, 676 actions de la société absorbante.

En conséquence, la société 100 000 CHAUSSURES procédera à une augmentation de son capital social d'un montant de 20.956 €, pour le porter de 77.500 € à 98.456 €, par création de 676 actions nouvelles d'un montant de 31 € chacune qui seront directement attribuées aux associés de la société absorbée à raison de 1 action 100 000 CHAUSSURES pour 5 parts GEANT 100 000 CHAUSSURES.

Comme il sera précisé infra, la SDGM sera appelée à renoncer irrévocablement et totalement au rompu de 0,60 €.

Ces actions nouvelles porteront jouissance à compter du 1^{er} janvier 2003 et seront entièrement assimilées aux actions anciennes.

2° Prime de fusion

La valeur réelle des actions de la société absorbante étant évaluée à 3.200.000 €, les 676 actions nouvelles de 31 € de nominal chacune à créer par la société 100 000 CHAUSSURES sont assorties d'une prime de fusion de 1.144,91 €, soit une prime globale de fusion d'un montant de 773.961 €.

Cette prime de fusion sera inscrite au passif du bilan de la société absorbante.



De convention expresse, il est précisé qu'il sera proposé à l'assemblée générale extraordinaire de la société absorbante de donner à cette prime de fusion l'affectation suivante :

- imputation de tous frais, droits et impôts résultant de la fusion ;
- dotation complémentaire de la réserve légale à concurrence d'un montant de 2.096 €.

II.5 – DISSOLUTION DE LA SOCIETE ABSORBEE

La société GEANT 100 000 CHAUSSURES sera dissoute par anticipation et de plein droit par le seul fait et à compter de la réalisation définitive de la fusion.

Le passif de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES devra être entièrement pris en charge par la société 100 000 CHAUSSURES, la dissolution de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES ne sera suivie d'aucune opération de liquidation de cette société.

Les actions créées par la société 100 000 CHAUSSURES en rémunération des apports de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES seront immédiatement et directement attribuées aux associés de cette société à raison d'1 action nouvelle pour 5 parts sociales.

La SDGM, associée majoritaire de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES et qui possède 3.283 parts, devrait se voir attribuer 656 actions nouvelles avec un rompu de 0,60 €, soit 656,60 €. Elle sera appelée à renoncer irrévocablement et totalement à ce rompu, sans indemnité ni contrepartie quelconque, étant ici précisé qu'elle a déjà fait connaître son accord préalable à ce renoncement.

Il est enfin précisé que l'assemblée générale extraordinaire de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES, appelée à approuver la fusion et à décider la dissolution de la société, confèrera en tant que de besoin aux mandataires de son choix les pouvoirs les plus étendus à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations de fusion par eux-mêmes, ou par un mandataire par eux désigné et, en conséquence, de réitérer si besoin était les apports effectués à la société absorbante, d'établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui s'avèreraient nécessaires, d'accomplir tous actes et toutes formalités utiles pour faciliter la transmission du patrimoine de la société absorbée et, enfin, de remplir toutes formalités et faire toutes déclarations.

II.6 – CONDITION SUSPENSIVE

Le présent projet de fusion, l'augmentation de capital de la société absorbante et la dissolution de la société absorbée ne seront définitifs qu'à compter du jour de la réalisation de la condition suspensive ci-après :

- approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire des sociétés GEANT 100 000 CHAUSSURES et 100 000 CHAUSSURES ;

Faute de réalisation de ladite condition ci-dessus le 31 décembre 2003 au plus tard, les présentes seront, sauf prorogation de ce délai, considérées comme nulles et non avenues.

II.7 – DECLARATIONS AU NOM DE LA SOCIETE ABSORBEE

M. Philippe CAMBEFORT, ès qualité de représentant de la société absorbée, déclare :

- que le patrimoine de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES n'est menacé d'aucune confiscation ou d'autre mesure d'expropriation ;
- que les éléments de l'actif apporté, notamment les divers éléments corporels et incorporels composant le fonds de commerce compris dans les apports, ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur, nantissement, warrant ou gage quelconque autres que ceux énumérés en



annexe (Annexe 4) et que lesdits éléments sont de libre disposition entre les mains de la société absorbée, sous réserve de l'accomplissement des formalités nécessaires pour la régularité de leur mutation ;
- que la société GEANT 100 000 CHAUSSURES n'est pas en état de redressement ou de liquidation judiciaire.

II.8 – ENGAGEMENTS FISCAUX

a) Dispositions générales

Les représentants des deux sociétés soussignées obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres impositions ou taxes et autres obligations résultant de la réalisation définitive de la fusion.

b) Impôt sur les sociétés

Les sociétés absorbée et absorbante sont des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés et la présente fusion entre dans le champ d'application de l'article 210-O-A du Code général des impôts.


Ainsi qu'il est convenu ci-dessus, la fusion prendra effet au 1^{er} janvier 2003. En conséquence, les résultats bénéficiaires ou déficitaires de la société absorbée depuis cette date jusqu'à la réalisation définitive de la fusion seront englobés dans le résultat de la société absorbante.

Les soussignés en qualité déclarent soumettre la présente fusion au régime spécial des fusions prévu à l'article 210 A du Code général des impôts.

La présente fusion retenant les valeurs comptables dans les comptes au 31 décembre 2002 comme valeur d'apport des éléments de l'actif immobilisé de la société absorbée, la société absorbante, conformément aux dispositions de l'instruction administrative du 11 août 1993, reprendra dans ses comptes les écritures de la société absorbée en faisant ressortir l'éclatement des valeurs nettes comptables entre la valeur d'origine des éléments de l'actif immobilisé et les amortissements et provisions pour dépréciation constatés. Elle continuera, en outre, à calculer les dotations aux amortissements pour la valeur d'origine qu'avaient les biens apportés dans les écritures de la société absorbée.

En conséquence, la société 100 000 CHAUSSURES prend l'engagement :

- de reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez la société absorbée, ainsi que la réserve spéciale des plus-values à long terme soumises antérieurement à l'impôt sur les sociétés au taux réduit ;
- de se substituer à la société absorbée pour la réintégration des plus-values dont l'imposition aura été différée chez cette dernière ;
- de calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces biens du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée ;
- de réintégrer dans ses bénéfices imposables à l'impôt sur les sociétés dans les conditions et délais fixés à l'article 210 A du CGI les plus-values dégagées lors de la fusion sur les biens amortissables.
- d'inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée.



c) Taxe sur la valeur ajoutée

1° Conformément à l'instruction du 18 février 1981, la société absorbée déclare transférer purement et simplement à la société absorbante qui sera ainsi subrogée dans tous ses droits et obligations le crédit de taxe sur la valeur ajoutée dont elle disposera à la date où elle cessera juridiquement d'exister.

2° La société absorbante s'engage à vendre sous le régime de la TVA les biens mobiliers reçus par elle en apport.

Elle s'engage à adresser au service des impôts dont elle dépend une déclaration en double exemplaire faisant référence au présent acte et dans laquelle elle indiquera le montant du crédit de TVA qui lui sera transféré et s'engage à en fournir la justification comptable

Elle s'engage à opérer les régularisations de déduction prévues aux articles 207 bis, 210, 214, 215 et 221 de l'annexe II au CGI, dans les mêmes conditions que la société absorbée aurait été tenue de le faire si elle avait poursuivi son activité.

La société absorbante se réserve expressément la possibilité, en tant que de besoin, de soumettre à la TVA, le jour où la fusion sera définitive, tout ou partie des biens compris dans l'apport-fusion. Mention serait alors faite sur un document tenant lieu de facture établi au nom de la société absorbée, ladite taxe étant réglée à la société absorbée.

3° Elle reprend l'engagement souscrit par la société absorbée dans son traité d'apport du 15 décembre 1999 concernant les biens mobiliers d'investissement compris dans ledit apport réalisé par M. Philippe CAMBEFORT, savoir soumettre à la TVA les cessions ultérieures desdits biens et à procéder, le cas échéant, aux régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe II au CGI.

d) Obligations déclaratives

Les soussignés ès qualités s'engagent expressément, au nom des sociétés absorbée et absorbante :

- à joindre aux déclarations des sociétés absorbée et absorbante l'état de suivi des valeurs fiscales prévu à l'article 54 septies du CGI ;
- en ce qui concerne la société absorbante, à tenir le registre spécial des plus-values prévu par l'article 54 septies précité.

e) Droits d'enregistrement

La formalité d'enregistrement sera requise au droit fixe.

II.9 – DISPOSITIONS DIVERSES

a) Remise de titres

Il sera remis à la société 100 000 CHAUSSURES lors de la réalisation définitive de la fusion les titres de propriété et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés.

b) Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donnera lieu la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société 100 000 CHAUSSURES.



c) Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les parties élisent domicile en leur siège social respectif.

d) Annexes

Les annexes ci-dessous numérotées de 1 à 4 font partie intégrante du présent acte.

Fait à SAINTE MARIE,
Le 13 novembre
Deux mil trois,

en 4 originaux de 12 pages numérotées chacun

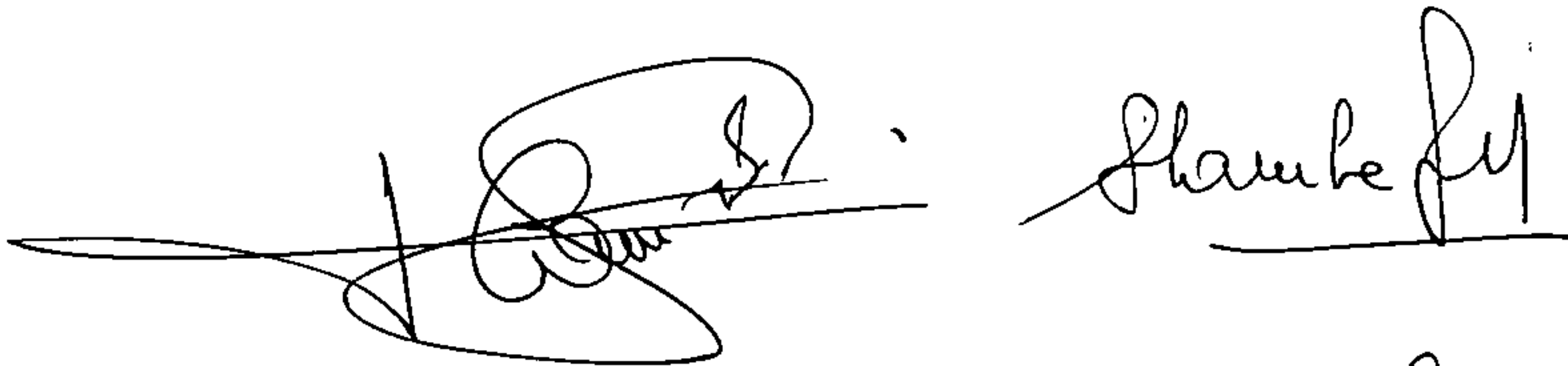
et 4 annexes dont :

Annexe 1 : PV du conseil d'administration du 12 novembre 2003 de la SA 100 000 CHAUSSURES

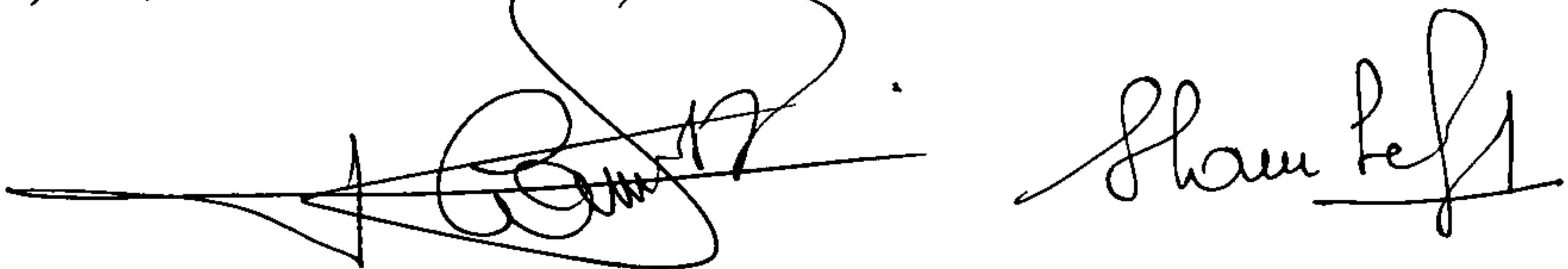
Annexe 2 : Etat des matériel, installations, agencements et mobilier avec valeur brute, amortissements et valeur nette comptable

Annexe 3 : Etat des autres immobilisations corporelles

Annexe 4 : Etat des inscriptions de la SARL GEANT 100 000 CHAUSSURES



*Traité devenu définitif par l'approbation de la fusion par les assemblées
des sociétés participantes du 29 décembre 2003
A SAINTE MARIE le 29 décembre 2003*



Enregistré à : RECETTE DIVISIONNAIRE

Le 12/01/2004 Bordereau n°2004/18 Case n°1

Ext 103

Enregistrement : 230 €

Pénalités : 25 €

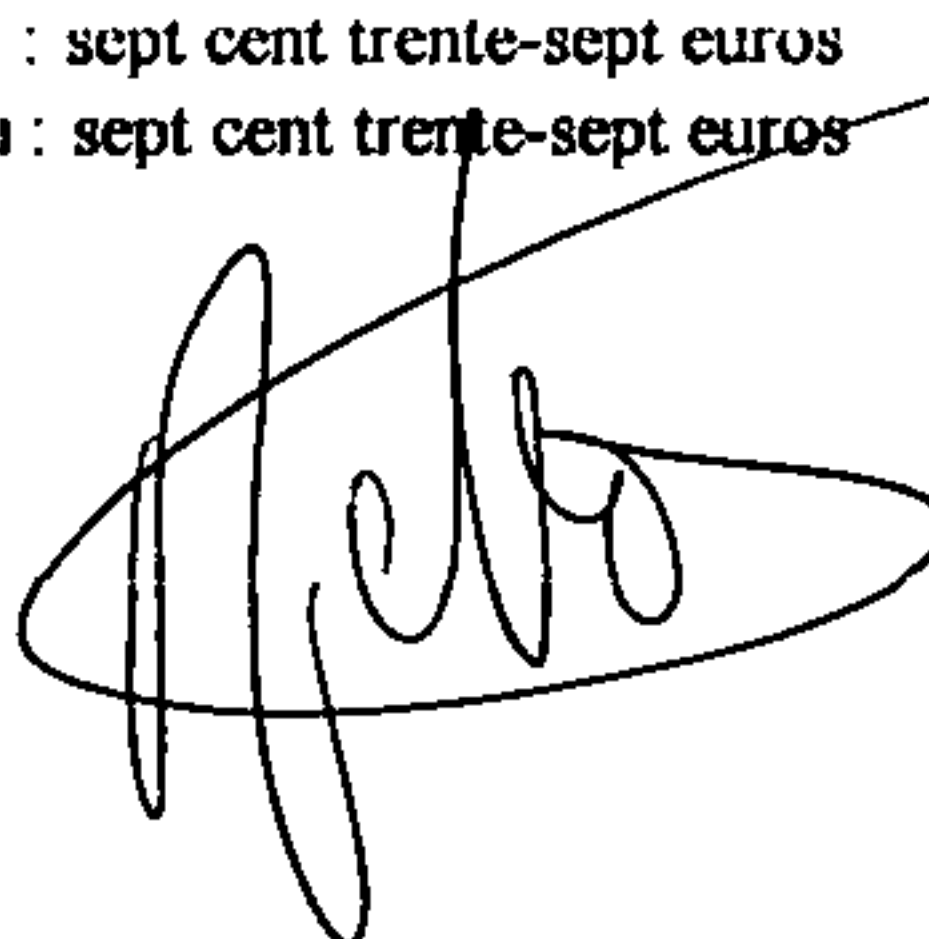
Timbre : 456 €

Pénalités : 26 €

Total liquidé : sept cent trente-sept euros

Montant reçu : sept cent trente-sept euros

L'Agente



CENT MILLE CHAUSSURES
Société Anonyme au capital de 77 500 €
Siège Social : 72, rue André Lardy, ZA La Mare, 97438 SAINTE-MARIE
310 850 045 RCS SAINT-DENIS

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 12 NOVEMBRE 2003**

L'an 2003,
Le 12 Novembre,
A 9 heures,

Les administrateurs de la société CENT MILLE CHAUSSURES se sont réunis en Conseil au 72, rue André Lardy, ZA La Mare, 97438 SAINTE-MARIE, sur convocation du Président, faite conformément aux statuts.

Il résulte du registre de présence qu'à cette réunion :

Sont présents :

- . M. CAMBEFORT Philippe ;
- . Mme CAMBEFORT Gisèle ;
- . Mme TANGAPRIGANIN Martine.

Le Conseil, réunissant le quorum requis, peut délibérer valablement.

M. CAMBEFORT Philippe préside la séance.

Mme TANGAPRIGANIN Martine remplit les fonctions de secrétaire.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal des délibérations de la précédente réunion du conseil d'administration qui est approuvé sans réserve par les administrateurs.

Le Président rappelle que le Conseil est appelé à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Examen et approbation du projet de fusion avec la société GEANT 100 000 CHAUSSURES, par absorption de celle-ci ;
- Conséquences pour la société ;
- Elaboration du rapport du conseil ;
- Préparation de l'assemblée générale extraordinaire.

Le Président rappelle au Conseil le but et les motifs de l'opération de fusion par absorption de la société GEANT 100 000 CHAUSSURES. Ils seront exposés dans le projet de fusion et dans le rapport du conseil d'administration présenté à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

La société GEANT 100 000 CHAUSSURES ferait apport de la totalité de son actif, à charge pour notre société d'assumer la totalité de son passif.



Sous la condition suspensive de la réalisation définitive de la fusion, notre société prendrait en charge les opérations traitées par la société GEANT 100 000 CHAUSSURES et ses résultats depuis la date ci-dessus de l'arrêté des comptes.

Par la réalisation de la fusion, la société GEANT 100 000 CHAUSSURES se trouverait dissoute de plein droit, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Le Président indique les méthodes d'évaluation utilisées pour l'évaluation du patrimoine apporté et la rémunération de l'opération. Il précise que les opérations d'estimation ont été effectuées sur la base des comptes des deux sociétés arrêtés au 31 décembre 2002 et ont permis de conclure à un rapport d'échange de 1 action nouvelle de la société 100 000 CHAUSSURES pour 5 parts de la société absorbée.

Le Président précise à cet égard que M. Christophe DEDRICHE, dans ses rapports comme commissaire à la fusion et commissaire aux apports, a donné son accord de principe sur ces évaluations et la rémunération de la valeur nette du patrimoine à transmettre.

Le Président indique que, en rémunération du patrimoine transmis dont la valeur s'établit à 794.917 € au 1er janvier 2003, la société absorbante créera 676 actions nouvelles de 31 euros chacune, à attribuer aux associés de la société absorbée selon le rapport d'échange évoqué précédemment. En effet, la valeur réelle des actions de la société absorbante étant évaluée à 3.200.000 €, les 676 actions nouvelles de 31 € de nominal chacune à créer par la société 100 000 CHAUSSURES sont assorties d'une prime de fusion de 1.144,91 €, soit une prime globale de fusion d'un montant de 773.961 €.

Les actions nouvelles porteront jouissance à compter du 1er janvier 2003.

Il sera procédé à une augmentation de capital de 20.956 euros, le capital de la société absorbante étant ainsi porté de 77.500 euros à 98.456 euros.

Le Président rappelle que la date d'effet de l'opération serait fixée au 1er janvier 2003.

Le Président demande au conseil d'approuver le projet de convention de fusion tel qu'il vient de lui être exposé.

Après examen et discussion le conseil approuve à l'unanimité le texte du projet de fusion.

Le Président étant par ailleurs gérant de la société absorbée et appelé au nom de cette société à signer le projet de fusion, le Conseil décide à l'unanimité de donner à Madame Gisèle CAMBEFORT tous pouvoirs à l'effet de signer au nom de la société 100.000 CHAUSSURES le projet de fusion et tous actes qui en seront la suite et la conséquence.

Le conseil décide ensuite, à l'unanimité, le principe de la convocation d'une assemblée générale extraordinaire à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du conseil d'administration ;
- rapport du commissaire à la fusion sur les modalités de la fusion et sur les apports en nature ;
- rapport du commissaire aux comptes sur l'état comptable intermédiaire ;
- approbation du projet de fusion par absorption de la société GEANT 100.000 CHAUSSURES ;
- augmentation du capital et modification corrélative des statuts, affectation de la prime de fusion.

Et charge son Président de procéder à son organisation matérielle.

Le Conseil procède enfin à l'élaboration du rapport qui sera présenté à l'assemblée, dont il arrête les grandes lignes, ainsi que le texte des résolutions qui seront soumises au vote. Il charge son Président d'apporter à ce rapport tous éléments complémentaires ou nouveaux qui lui paraîtraient souhaitables.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, le Président lève la séance à 11 heures.

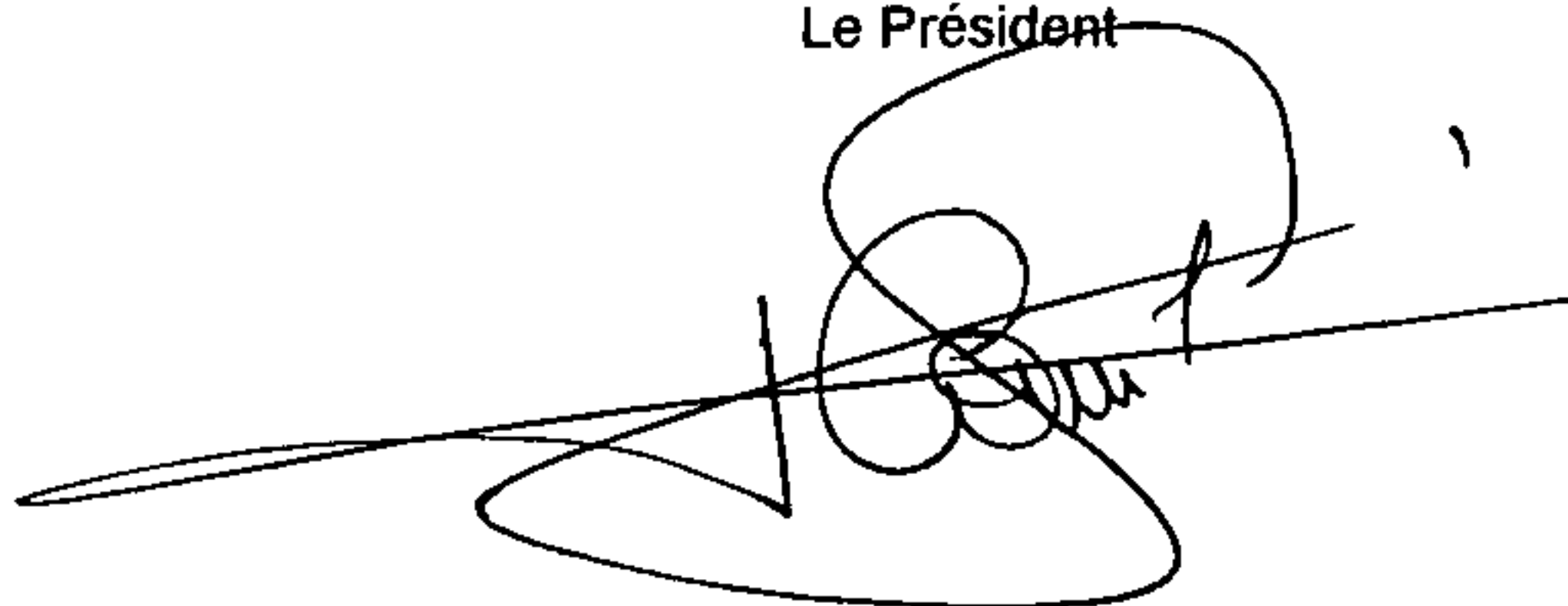


De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président et un administrateur.

Un Administrateur

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Hann be PI', with a horizontal line drawn underneath.

Le Président

A complex handwritten signature in black ink, featuring multiple loops and a long horizontal stroke extending to the left.

| ETAT DES INSTALLATIONS, AGENCEMENTS & AMENAGEMENTS DIVERS | | | | |
|---|------------|-------------------|-------------------|-----------------|
| AU 31 DECEMBRE 2002 | | | | |
| DESIGNATION | DATE | Valeur Brute | Amortissement | Valeur Nette |
| NEONMESURE | 29/11/1994 | 165.80 | 165.80 | 0.00 |
| TECHNI DECOR | 09/12/1994 | 68.98 | 68.98 | 0.00 |
| ARECLIM | 29/12/1994 | 839.18 | 839.18 | 0.00 |
| VALCARES | 23/03/1998 | 413.68 | 413.68 | 0.00 |
| STORE SOLEIL | 31/05/2001 | 262.91 | 79.96 | 172.96 |
| TOTAL AMENAGTS SA3 | | 9 963.90 | 9 790.94 | 172.96 |
| AGENCEMENTS SAV | | | | |
| BOURFERMT | 05/10/1997 | 2 288.87 | 2 273.76 | 12.12 |
| RAVATE | 03/11/1997 | 426.83 | 418.68 | 8.16 |
| STORE EVASION | 27/11/1997 | 3 144.47 | 3 042.68 | 101.82 |
| RAVATE | 29/11/1997 | 967.16 | 926.09 | 32.06 |
| COREDME | 30/11/1997 | 721.93 | 697.36 | 24.57 |
| BRICO CENTRE | 03/12/1997 | 631.70 | 609.17 | 22.53 |
| S H S SERRURE | 03/12/1997 | 874.43 | 853.94 | 20.49 |
| SOREMIR | 07/12/1997 | 2 147.74 | 2 066.60 | 81.24 |
| HARY GRONDIN | 10/12/1997 | 3 226.30 | 3 099.06 | 127.24 |
| RAVATE | 22/12/1997 | 168.62 | 161.38 | 7.27 |
| RAVATE | 30/12/1997 | 340.38 | 323.36 | 17.02 |
| TOTAL AMENAGTS SAV | | 14 616.42 | 14 160.80 | 454.62 |
| TOTAL GENERAL | | 156 076.53 | 150 639.17 | 5 437.36 |

(Handwritten signature)

ETAT DES AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES **AU 31 DECEMBRE 2002**

| DESIGNATION | DATE | Valeur Brute | Amortissement | Valeur Nette |
|------------------------------|------------|------------------|-----------------|---------------|
| MATERIEL BUREAU SD3 | | | | |
| DISCOLÉC | 08/01/1986 | 327.86 | 327.86 | 0.00 |
| AUDITORIUM | 10/11/1990 | 714.74 | 714.74 | 0.00 |
| TOTAL MAT. BUREAU SD3 | | 1 042.30 | 1 042.30 | 0.00 |
| MATERIEL BUREAU SA3 | | | | |
| Chaine HIPI | 30/01/1994 | 7.62 | 7.62 | 0.00 |
| TOTAL MAT. BUREAU SA3 | | 7.62 | 7.62 | 0.00 |
| MOBILIER SD3 | | | | |
| GERBYH | 23/12/1988 | 3 948.38 | 3 948.38 | 0.00 |
| LAW DUNE | 27/12/1988 | 2 477.30 | 2 477.30 | 0.00 |
| A D D C | 23/07/1996 | 2 069.43 | 1 326.47 | 733.96 |
| A D D C | 27/12/1996 | 310.08 | 310.08 | 0.00 |
| TOTAL MOBILIER SD3 | | 8 792.19 | 8 068.23 | 733.96 |
| MOBILIER SA3 | | | | |
| GEANT MEUBLE | 26/08/1994 | 148.66 | 148.66 | 0.00 |
| GEANT MEUBLE | 26/08/1994 | 110.63 | 110.63 | 0.00 |
| TOTAL MOBILIER SA3 | | 259.19 | 259.19 | 0.00 |
| TOTAL GENERAL | | 10 101.30 | 9 367.34 | 733.96 |



ETAT DES INSCRIPTIONS

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE SAINT-DENIS (REUNION)

DE PRIVILEGE DE VENDEUR, DE PRIVILEGE DE NANTISSEMENT SUR FONDS
DE COMMERCE, DE PRIVILEGE DE NANTISSEMENT DE L'OUTILLAGE ET DU
MATERIEL D'EQUIPEMENT, DES WARRANTS

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE GEANT 100000 CHAUSSURES SA

P.V. (PRIVILEGE DE VENDEUR)
P.N. (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT)
P.N.J (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT JUDICIAIRE)
P.N.O.M (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT OUTILLAGE)
W (WARRANT)
R.C. No

11 BD DE L'OCEAN
SAINT DENIS
97400 SAINT-DENIS

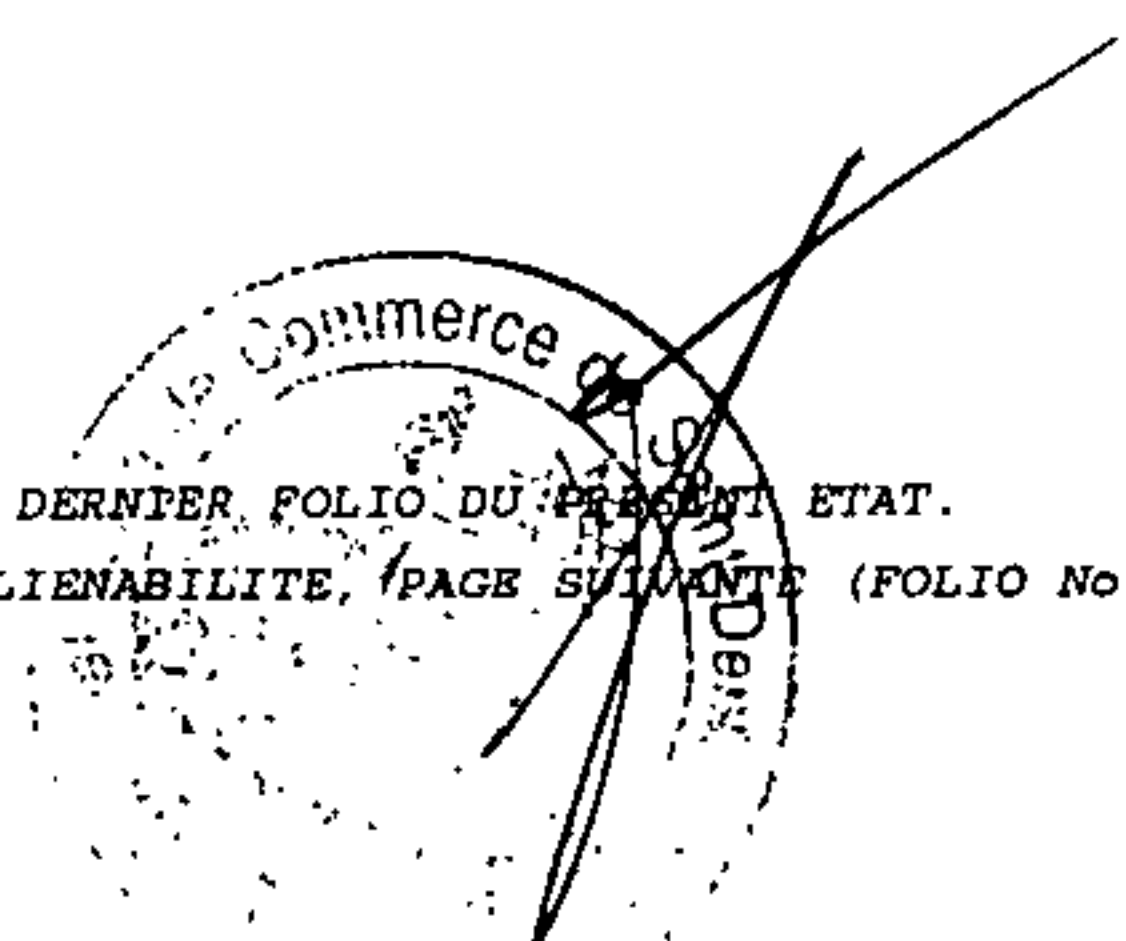
AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : Me TRIGUERO

| NUMERO | DATE | DESIGNATION ET QUALITE DES CREANCIERS DOMI- | MONTANT | OBSERVATION |
|---------------|---------------|---|---------|-------------|
| D'INSCRIPTION | D'INSCRIPTION | CILE ELU, DATE ET NATURE DE L'ACTE EVENTU- | DE LA | |
| | | ELLEMENT DESIGNATION SOMMAIRE DU MATERIEL | CREANCE | |

NEANT NEANT

SEULE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.
CET ETAT N'EST COMPLET QUE S'IL COMPREND L'ETAT DES INSCRIPTIONS DES CLAUSES D'INALIENABILITE, PAGE SUIVANTE (FOLIO No 2)
FOLIO No 1



Handwritten signatures at the bottom left of the page.

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE SAINT-DENIS (REUNION)

DU CHEF DE GEANT 100000 CHAUSSURES SA

R.C. No

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : Me TRIGUERO

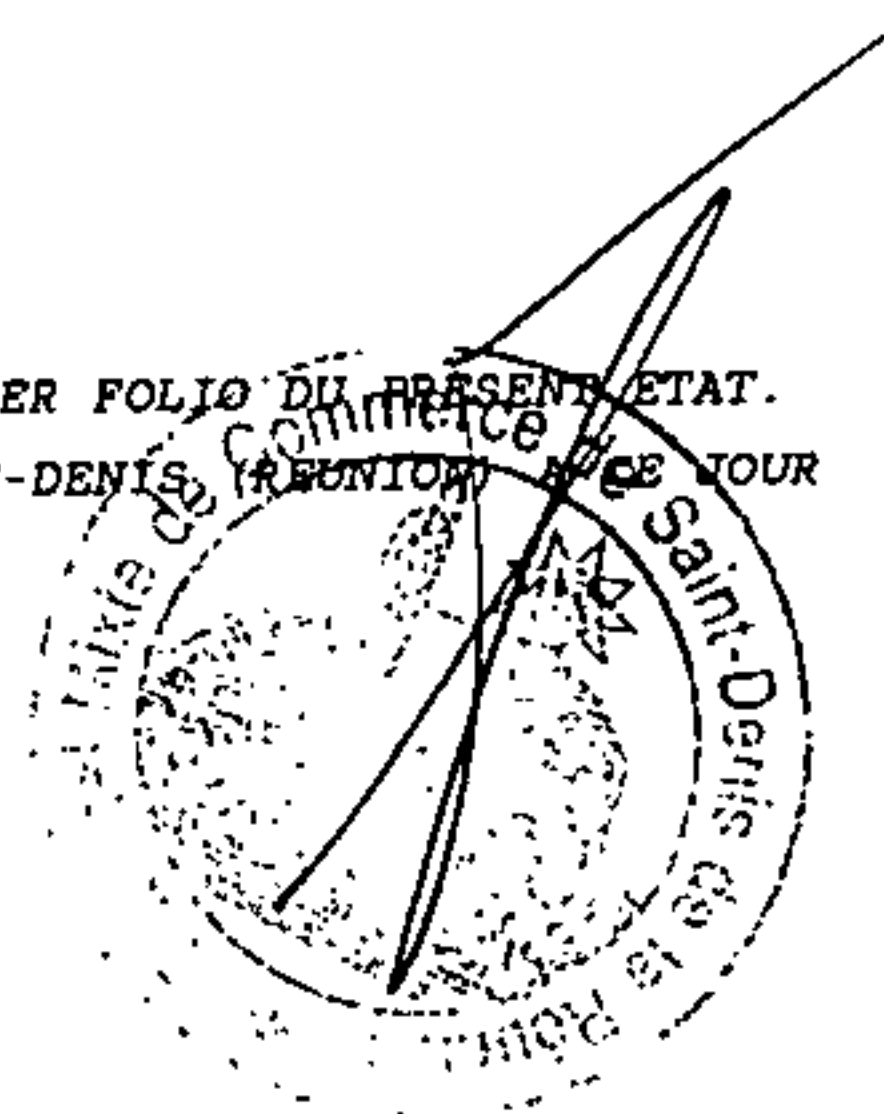
| NUMERO | DATE | NOM ET ADRESSE DU REQUERANT | DATE | DATE |
|--------------------|---------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------------|
| VOL. D'INSCRIPTION | D'INSCRIPTION | NATURE | DESCRIPTION DES BIENS GREVES | DE LA DE |
| | | | DUREE DE VALIDITE DE LA CLAUSE | DECISION PEREMPTION |
| | | | | |

[illegible]

COUT : 8.11 EUROS

SEULE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.
POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE SAINT-DENIS (REUNION) LE 27/10/2003.
FOLIO No 2 DELIVRE LE 27/10/2003. LE GREFFIER :

DELIVRE LE 27/10/2003. LE GREFFIER :



RELEVES DANS LE DELAI IMPARTI PAR L'ARTICLE 4 LOI DU 2 AOUT 1949
DECRET DU 30 OCTOBRE 1935 MODIFIE PAR LA LOI DU 30 DECEMBRE 1991
No 91-1382, DECRET DU 22 MAI 1992 No 92-456

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE SAINT-DENIS (REUNION)

11 BD DE L'OCEAN
SAINT DENIS
97400 SAINT-DENIS

TEL QU'IL EST DENOMME, PRENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE ET
ORTHOGRAPHE SUR LA REQUISITION, ET NON AUTREMENT.

R.C. No

NOM DU DEMANDEUR : Me TRIGUERO

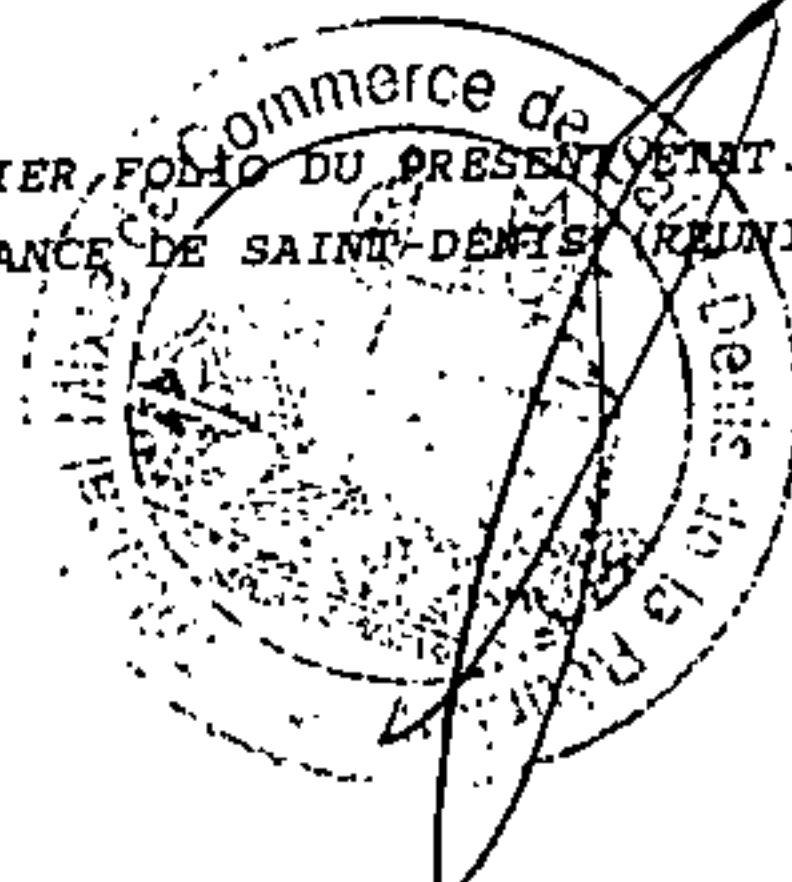
| NUMERO | DATE | BENEFICIAIRE DE L'EFFET | DATE | MONTANT | REPOSE DONNEE |
|---------|--------|----------------------------------|------------|---------|---------------|
| D'ORDRE | DU | OU DU CHEQUE, | DE | | AU PROTET |
| | PROTET | DU TIREUR DE LA LETTRE DE CHANGE | L'ECHEANCE | | |

[illegible]

COUT : 2.03 EUROS

COUT : 2.03 EUROS
SEULE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT VENT.
POUR EXTRAIT CONFORME AU REGISTRE DES PROTETS TENU AU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE SAINT-DENIS (REUNION)
FOLIO No 1
DELIVRE LE 27/10/2003. LE GREFFIER :

DELIVRE LE 27/10/2003. LE GREFFIER :



ETAT DES INSCRIPTIONS

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE SAINT-DENIS (REUNION)

DE PRIVILEGE DU TRESOR

(LOI DU 28 DECEMBRE 1966, No 66-1007 - DECRET DU 22 DECEMBRE 1967, No 67-124)
AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE GEANT 100000 CHAUSSURES SA

11 BD DE L'OCEAN
SAINT DENIS
97400 SAINT-DENIS

R.C. No AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT
ATTENTION : ARTICLE 6 DU DECRET DU 22/12/67 CHAQUE NOUVELLE INSCRIPTION REQUISE PAR UN MEME COMPTABLE A L'ENCONTRE DU MEME
REDEVABLE REND CADUQUE L'INSCRIPTION PRECEDENTE
NOM DU DEMANDEUR : Me TRIGUERO

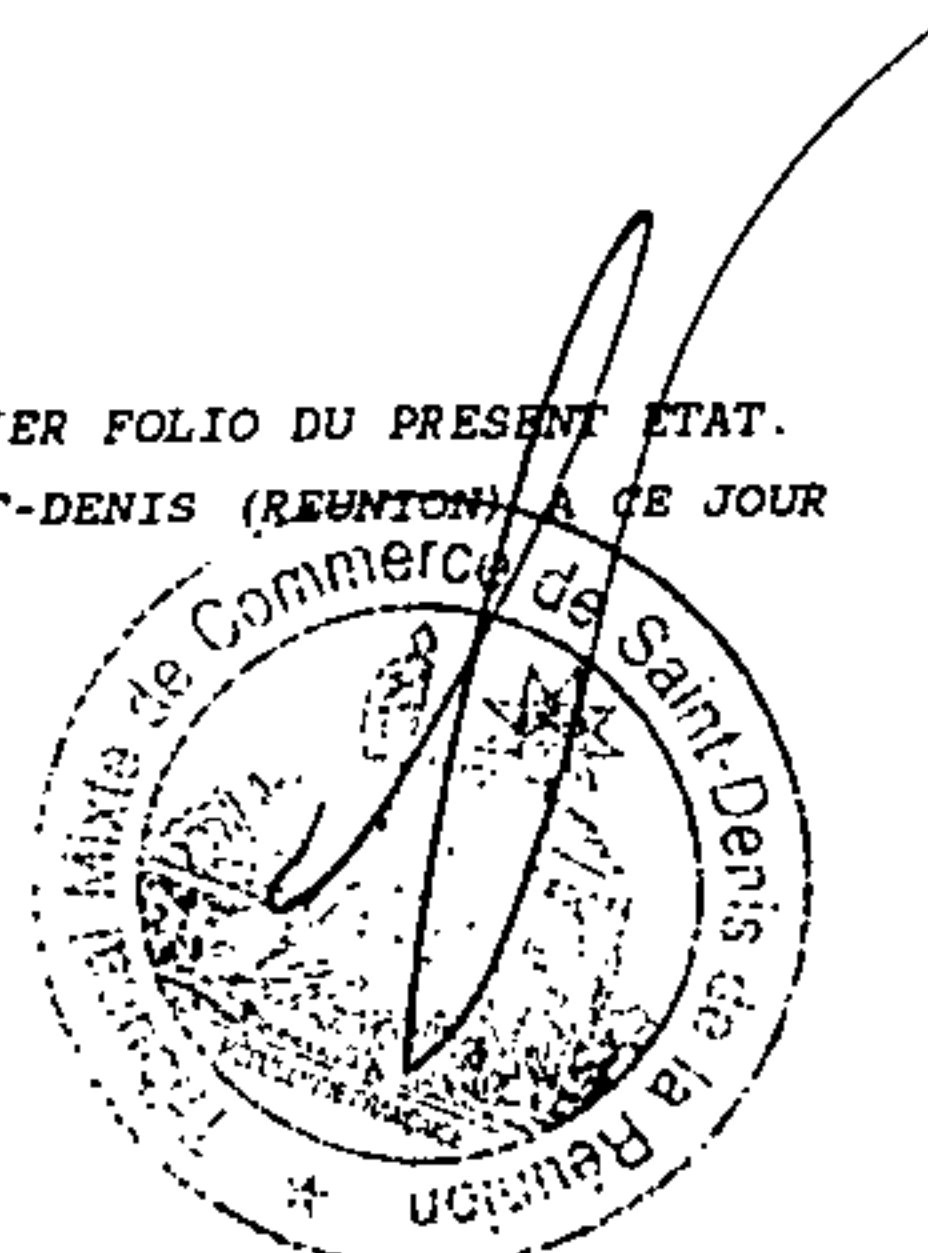
| NUMERO | DATE | | | POUR SURETE | |
|------------------------|-----------------|----------------|--------------|--|---------------------------|
| VOL. ! D'INSCRIPTION ! | D'INSCRIPTION ! | NATURE ! | AU PROFIT DE | ADRESSE | DE ! OBSERVATION ! |
| ! 2002 ! | ! 000703 ! | ! 25/03/2002 ! | ! TRES ! | ! AU PROFIT DE LA TRESORERIE DE SAINT-DENIS 29 RUE AMIRAL LACAZE 97487 SAINT DENIS CEDEX | ! 42145.00 ! ! EUROS ! |

COUT : 2.03 EUROS

SEULE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT.
POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE SAINT-DENIS (REUNION) A CE JOUR
FOLIO No 1 DELIVRE LE 16/10/2003. LE GREFFIER :

[Signature]

[Signature]



ETAT DES INSCRIPTIONS

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE SAINT-DENIS (REUNION)

DES PRIVILEGES GENERAUX

DE LA SECURITE SOCIALE ET DES REGIMES COMPLEMENTAIRES (LOI
DU 1ER SEPTEMBRE 1951 ET ORDONNANCE DU 7 JANVIER 1959)
AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE GEANT 100000 CHAUSSURES SA

11 BD DE L'OCEAN
SAINT DENIS
97400 SAINT-DENIS

R.C. No

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : Me TRIGUERO

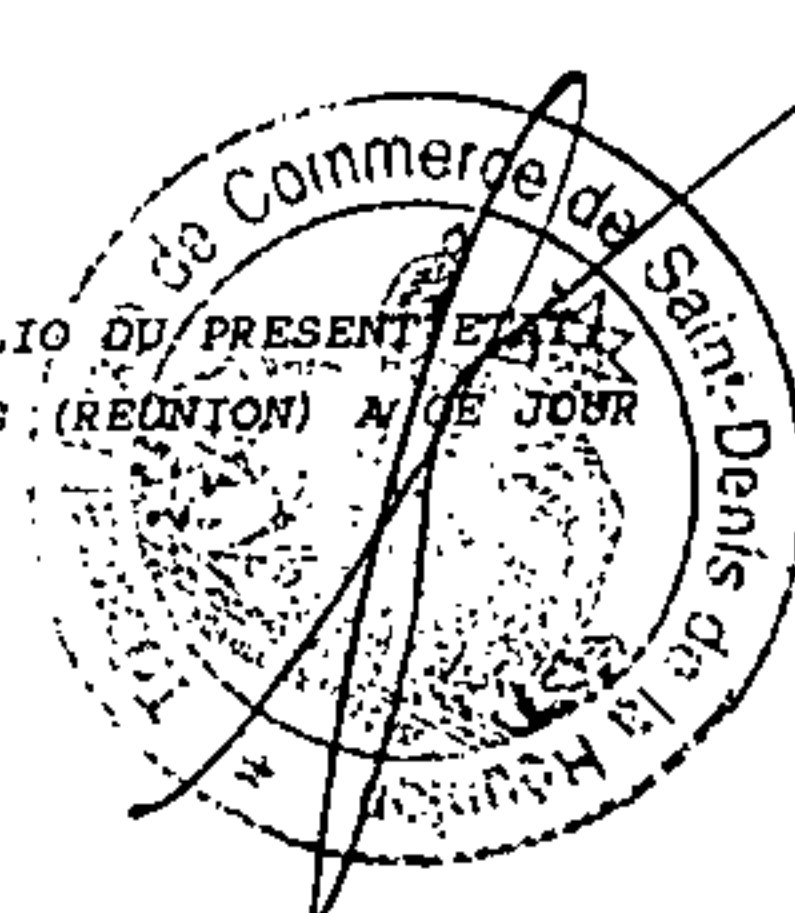
| NUMERO | DATE | NATURE | ORGANISME BENEFICIAIRE | SOMMES | OBSERVATION |
|--------|---------------|---------------|------------------------|-----------|-------------|
| VOL. | D'INSCRIPTION | D'INSCRIPTION | | INSCRITES | |

NEANT NEANT

COUT : 2.03 EUROS

SEULE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT
POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE SAINT-DENIS (REUNION) A CE JOUR
FOLIO No 1

DELIVRE LE 01/08/2003. LE GREFFIER :



[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE SAINT-DENIS (REUNION)

(LOI DU 2 JUILLET 1966 ET DECRET DU 4 JUILLET 1982)

11 BD DE L'OCEAN
SAINT DENIS
97400 SAINT-DENIS

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

| NUMERO | DATE | NOM ET ADRESSE DE LA SOCIETE, DU COMMERCEANT | | | |
|--------------------|---------------|--|---|--------|-------------|
| VOL. D'INSCRIPTION | D'INSCRIPTION | NATURE | AYANT REQUIS L'INSCRIPTION. DESIGNATION | SOMMES | OBSERVATION |
| | | SOMMAIRE DES BIENS. OBJET DU CREDIT-BAIL | | | |

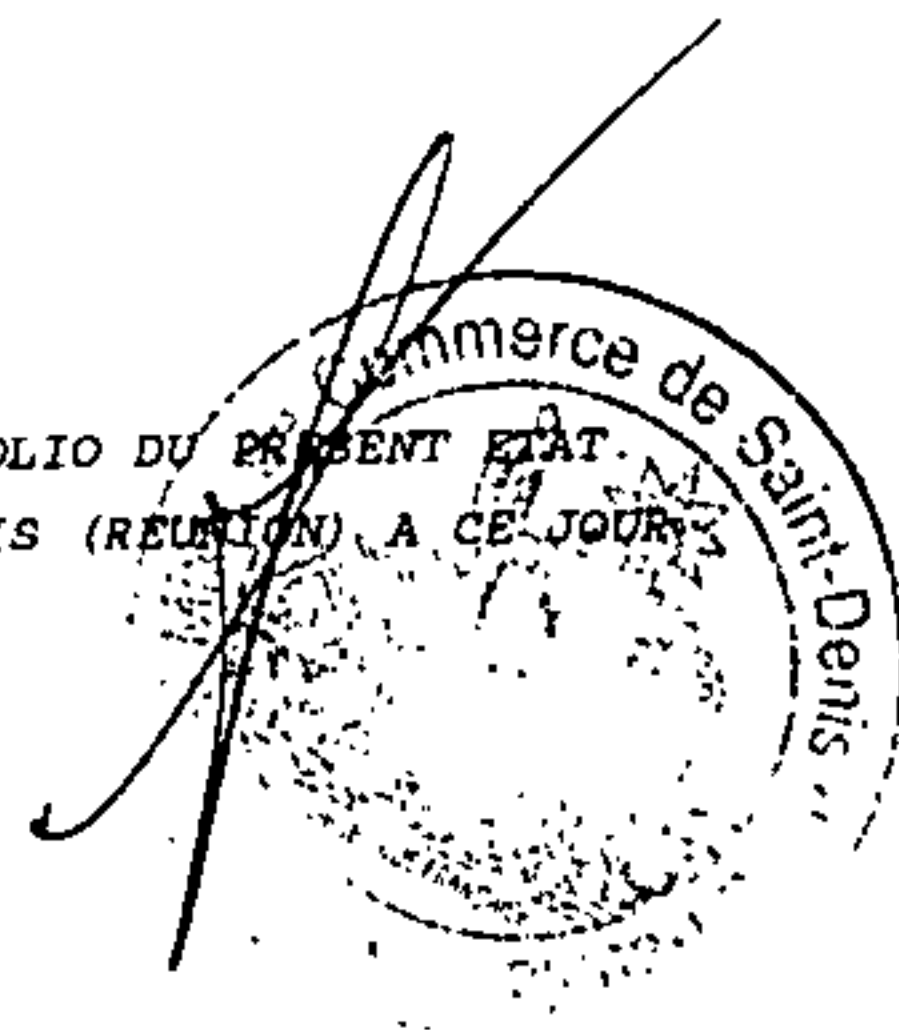
[illegible]

COPIE : 2.03 EUROS

SEULE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO DU PRESENT ETAT
POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE SAINT-DENIS (REUNION) A CE JOUR
FOLIO No 1

DELIVRE LE 01/08/2003. LE GREFFIER :

DELIVRE LE 01/08/2003. LE GREFFIER :



GREFFE
DU
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE SAINT-DENIS (REUNION)

ETAT DES INSCRIPTIONS
RELATIF A LA PUBLICATION DES CONTRATS DE LOCATION
(LOI DU 10 JUIN 1994 ET DECRET DU 21 OCTOBRE 1994)

DU CHEF DE GEANT 100000 CHAUSSURES SA

11 BD DE L'OCEAN
SAINT DENIS
97400 SAINT-DENIS

R.C. No AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHIE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : Me TRIGUERO

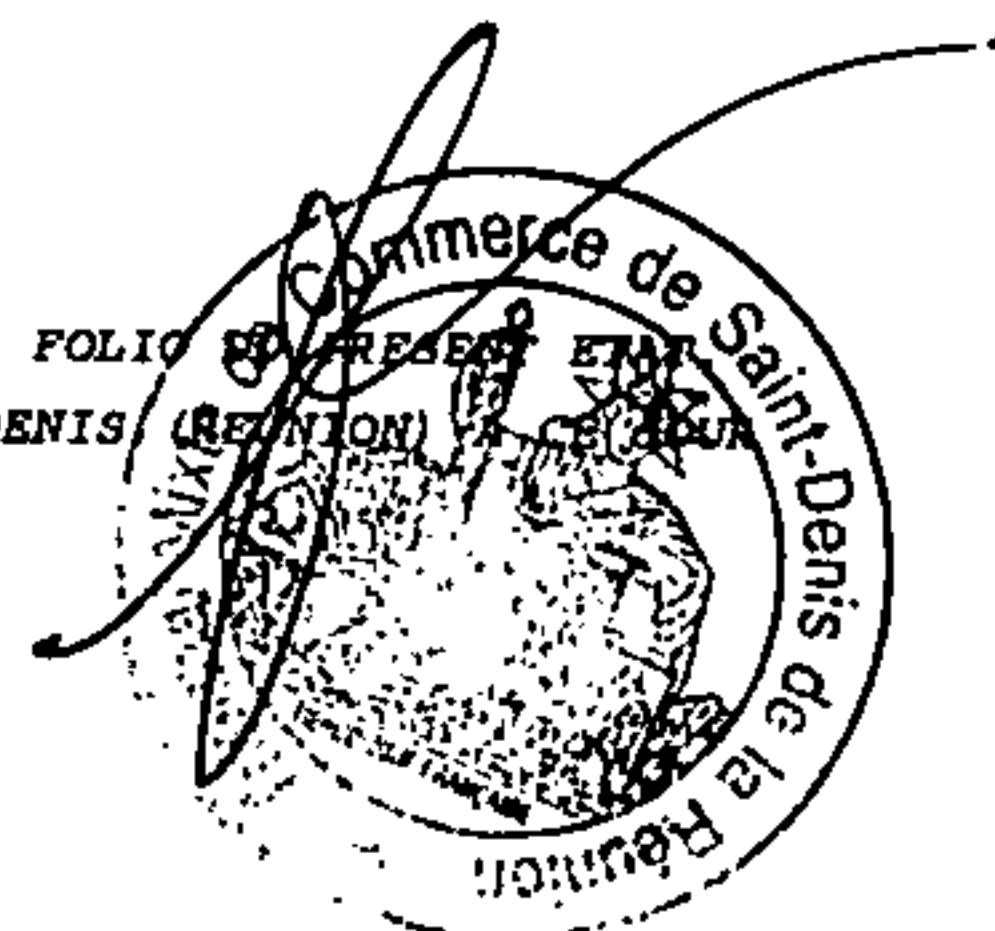
| NUMERO | DATE | NOM ET ADRESSE DE LA SOCIETE, DU COMMERCEANT | DATE |
|--------------------|---------------|--|-------------------|
| VOL. D'INSCRIPTION | D'INSCRIPTION | NATURE AYANT REQUIS L'INSCRIPTION. DESIGNATION | PRIX D'EXPIRATION |
| | | SOMMAIRE DES BIENS. NOM DU SUBROGE | |

NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT NEANT

COUT : 2.03 EUROS

SEULE LA SIGNATURE MANUSCRITE D'UN GREFFIER ATTESTE QUE VOUS ETES EN POSSESSION DU DERNIER FOLIO
POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE SAINT-DENIS (REUNION)
FOLIO No 1

DELIVRE LE 01/08/2003. LE GREFFIER :



Handwritten signature.

Handwritten signature.